



## Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2024-05-16/2024-05-31]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

**Jeudi 16 mai.**

**Assemblée nationale : début de la campagne électorale pour les candidats au bureau définitif.** L'Assemblée nationale vibre, ce jeudi 16 mai, au rythme de la campagne électorale pour les candidats aux 7 postes du Bureau définitif de la chambre basse du parlement. Au total, 8 candidats sont en lice. Seul le poste de Rapporteur adjoint, revenant à l'opposition, a deux candidatures : Dominique Munongo (Ensemble pour la République) et Constant Mutamba (Dypro). Hormis les postes de Président et Rapporteur qui avaient des candidatures uniques (Kamerhe et Djoli), les restes avaient des candidatures concurrentes. La commission mise en place par Mboso les a toutes écartées. Le samedi 18 mai, interviendront l'audition des discours des candidats, l'élection et les installations des membres du Bureau définitif. Ce point est la dernière mission du bureau provisoire. (**Actualité CD**)

**L'ANVC s'oppose à l'extradition de Roger Lumbala vers la RDC.** Le coordonnateur de l'Association nationale des victimes du Congo (ANVC) souhaite que la justice française aille jusqu'au bout de cette affaire afin que Roger Lumbala réponde de ses actes. « La requête initiée par l'Etat congolais ne peut bénéficier que de la fin de non-recevoir par les juridictions françaises, parce que vouloir extraditer Roger Lumbala en RDC afin qu'il réponde de ses actes, j'estime que la France aurait cautionné l'impunité ». Roger Lumbala a été mis en examen par le Parquet national antiterroriste (France) le 4 janvier 2021, à l'issue d'une enquête préliminaire ouverte en décembre 2016 par le pôle crimes contre l'humanité, crimes et délits de guerre du Parquet national antiterroriste (PNAT) et diligentée par l'Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité, crimes et délits de guerre (OCLCH). La justice française reproche à cet homme politique congolais des crimes commis entre juillet 2002 et janvier 2003 en RDC (Province Orientale), ciblant la population civile. Roger Lumbala est soupçonné d'y avoir participé en qualité de dirigeant du groupe rebelle Rassemblement congolais pour la démocratie-National (RCD-N), dans le cadre de l'opération désignée sous le nom de code « Effacer le tableau ». Ces crimes ont été commis dans le contexte de la guerre civile qui avait ensanglanté la RDC entre 1998 et 2003.

**Le cardinal Ambongo reçu par le président Félix Tshisekedi.** Selon la présidence congolaise, c'est le cardinal qui a sollicité cet entretien avec le chef de l'État qui lui a donc été accordé. Il a été reçu dès 9h30 ce jeudi matin, en présence du chargé d'affaires de la nonciature, qui assure actuellement la représentation du Vatican en RDC, puisque le nouveau nonce apostolique n'a pas encore officiellement pris ses fonctions. L'entretien a duré plus de deux heures, signe de l'importance de cette rencontre, confie une source proche de la présidence, signe aussi qu'il y avait de nombreux sujets à aborder. Le cardinal Ambongo a eu des propos très durs ces dernières semaines envers le pouvoir. Lors de la messe pascale notamment, il avait dénoncé la mauvaise gouvernance du régime de Félix Tshisekedi. Des prises de paroles qui lui valent d'être dans le collimateur de la justice congolaise. Pour le procureur

de Kinshasa, qui avait annoncé en avril dernier l'ouverture d'une enquête, les sorties du cardinal « violentent délibérément les consciences ». À la sortie de son entretien jeudi 16 mai au matin, l'archevêque de Kinshasa a parlé d'un moment de clarification. « Pour moi, normalement, il n'y a plus de problème. C'était nécessaire qu'on se rencontre pour faire la lumière sur tous ces sujets qui avaient peut-être créé des malaises », a-t-il déclaré, ajoutant : « Nous sommes condamnés à travailler ensemble, main dans la main, pour le bien de notre pays. » (RFI)

**Les administrateurs des territoires de Beni et d'Irumu unissent leurs efforts pour lutter contre les ADF.** Les administrateurs des territoires de Beni (Nord-Kivu) et d'Irumu (Ituri), auxquels se sont associées les autorités coutumières des deux entités ainsi que celles du territoire de Mambasa, ont mis en place un mécanisme d'échange d'informations sur les mouvements des rebelles des ADF dans cette région. Objectif : faciliter la traque de ces combattants par les militaires des Fardc dans les zones non couvertes par les opérations conjointes Fardc – armée ougandaise (UPDF). L'administrateur du territoire de Beni explique qu'ils ont décidé de travailler en synergie au regard des attaques des ADF devenues récurrentes dans leurs entités depuis quelques semaines, précisément dans la région située à cheval entre les territoires de Mambasa et Irumu en Ituri et le territoire de Beni au Nord Kivu.

**Nord-Kivu : les Fardc lancent une offensive pour récupérer les zones occupées par les M23.** Ces affrontements se concentrent autour des localités de Kibirizi et Rwindi, indiquent plusieurs sources locales. L'armée a attaqué mercredi 15 mai, à partir de l'enclave de pêche de Vitshumbi et est déterminée à déloger les rebelles qui tentent de résister. Dans le territoire voisin de Masisi, c'est le village de Kashuga, près de Mweso qui a été, tôt ce jeudi, une autre cible d'attaque des combattants du groupe NDC-Rénové de Guidon contre le M23. Cette incursion a provoqué, un déplacement de certains habitants vers Mweso et Kalembe, indiquent des sources locales.

**Françoise Lukadi Matala travaille pour la valorisation des insectes comestibles.** Elle est diplômée de la faculté des Sciences agronomiques de l'Université Pédagogique Nationale (UPN), présidente et coordinatrice de Farms for Orphans-RDC. Spécialiste en entomoculture, Françoise Lukadi a développé la passion pour l'élevage des insectes comestibles depuis son parcours universitaire. Son combat reste de trouver des solutions palliatives aux problèmes d'accès aux protéines d'origine animale (produits carnés) pour les enfants défavorisés et les personnes démunies, de résoudre le soucis de la rareté et de la saisonnalité des insectes comestibles sur le marché, et de protéger les écosystèmes en mettant en place des techniques d'élevage écoresponsables avec les ressources locales. Elle s'est lancée dans l'élevage des larves du palmier en 2022, et fin 2023 dans leur commercialisation. Une partie de sa production est destinée aux actions caritatives à travers son programme de soutien alimentaire et nutritionnel aux orphelins, une autre partie est mise sur le marché afin d'avoir les ressources nécessaires pour produire, et une petite quantité est destinée à produire le troupeau reproducteur. Les principaux défis auxquels l'experte fait face restent la variation des prix des intrants sur le marché presque chaque mois et l'insuffisance de l'espace de production qui rend l'augmentation de la production difficile. Les larves des Mpose contribuent à la prévention des maladies cardiovasculaires et à l'accumulation des graisses dans l'organisme. Ils contribuent significativement à réduire les problèmes de carences en protéines, lipides, vitamines et/ou minéraux et représentent par conséquent une source fiable et durable de protéines animales de haute qualité qui mérite encore d'être valorisée. (Actualité CD)

**Vendredi 17 mai.**

**A Goma, des opérateurs miniers réfléchissent sur l'impact des conflits armés sur le secteur minier.** La 2<sup>ème</sup> édition de Goma Mining briefings s'est tenue jeudi 16 mai à Goma au Nord-Kivu, sous le thème : "La gouvernance des ressources minières : enjeux sécuritaires, économiques, sociaux, environnementaux et opportunités d'investissement dans l'Est de la RDC". Au Nord-Kivu, la société civile et des activistes ont plusieurs fois déploré l'inaccessibilité des sites miniers, à cause de l'insécurité causée par la présence des rebelles du M23, mais aussi par des affrontements avec les forces armées de la République sur plusieurs fronts. C'est le cas de la mine de Rubaya, actuellement sous occupation du M23. Les participants à ce forum ont également discuté des stratégies pour promouvoir la paix et la sécurité dans la région, mais aussi des opportunités d'investissement dans le secteur minier.

**Kinshasa : la Monusco dote la police de protection de l'enfant d'un bâtiment sanitaire.** La police de l'ONU (UNPOL) a doté, le 15 mai, la police de protection de l'enfant d'un bâtiment sanitaire à Kinshasa. Un bâtiment de 3 pièces, avec une salle de l'infirmerie ou d'hospitalisation ainsi que des annexes utilitaires. Le même jour, UNPOL a remis des lits et autres kits mobiliers de dignité à l'unité de la protection de l'enfant de la Police nationale.

**L'UE appuie le P-DDRCS dans les provinces de l'Ituri et du Sud-Kivu.** L'annonce a été faite le jeudi 16 mai au cours d'une rencontre entre la délégation de l'Union Européenne et le coordonnateur national du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation, (P-DDRCS). Les bénéficiaires seront les anciens combattants et les personnes à haut risque de vulnérabilité. Le coordonnateur national du P-DDCRS apprécie ce choix de l'Ituri comme province prioritaire des actions de l'Union Européenne car cela rencontre le plan

opérationnel établi par le P-DDRCS et accompagne les efforts actuels du chef de l'Etat pour le retour définitif de la paix dans cette partie du pays, longtemps marquée par la violence.

**Les ADF tuent 17 personnes à Mambasa.** Parmi les victimes, onze ont été brûlés vives. Les rebelles ADF ont enfermé ces civils dans un bistrot, avant de mettre le feu au bâtiment. Ils ont également pris en otage quatre autres civils, pillé des biens et incendié plusieurs maisons, notamment dans le village de Wesa, ajoute la même source. Cet incident a provoqué le déplacement de la population vers des localités proches.

**Des entreprises boycottent les minerais provenant des zones occupées par le M23.** Plusieurs entreprises minières ont décidé de boycotter l'achat des produits miniers en provenance des zones sous contrôle des rebelles M23 dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu). A travers cette décision, les opérateurs veulent respecter les normes internationales concernant les minerais en provenance des zones de conflit, explique la présidente provinciale de la chambre des mines du Nord-Kivu. Pour le coordonnateur de la Coopérative des creuseurs artisanaux (COOPERAMA), le boycott des minerais en provenance de Masisi n'a pas empêché l'exploitation minière de se poursuivre dans les zones sous occupation rebelle. Il indique que les rebelles du M23 ont déjà installé un ministre en charge des Mines à Rubaya. Les rebelles continuent de piller les minerais dans le Masisi. Ils les acheminent vers le Rwanda. Ils sont ensuite étiquetés par le service de traçabilité de ce pays, avant d'être vendus comme des minerais exploités au Rwanda.

**Le président Tshisekedi veut remettre de l'ordre dans sa majorité à l'Assemblée.** D'un ton ferme, Félix Tshisekedi s'est adressé aux députés de la majorité lors d'une séance à huis clos à la cité de l'Union africaine, où se trouvent ses bureaux et sa résidence officielle. Selon nos sources, 406 élus étaient présents, dont 46 chefs de regroupements politiques. Pour cette première réunion, le chef de l'État a appelé à l'unité et a déploré que, lors de la législature précédente, certains députés exigeaient de l'argent avant de voter pour ou contre une loi. Le président l'a assuré : il n'hésitera pas à dissoudre l'Assemblée nationale si ces pratiques se poursuivent. L'autre point majeur de cette rencontre concernait la gestion des ambitions pour occuper les postes du bureau de l'Assemblée nationale. À l'exception du poste de président de la chambre basse, acquis par Vital Kamerhe, vainqueur d'une primaire, Félix Tshisekedi a insisté sur la nécessité de revoir la composition du ticket de l'Union sacrée. Il a souligné l'importance d'intégrer les femmes et de garantir la représentation de l'espace composé de l'ancienne province orientale. **(RFI)**

**Bukavu : "Kitabus", une bibliothèque mobile pour promouvoir la lecture chez les jeunes.** L'Institut Français de Bukavu a officiellement lancé le "Kitabus", un bus mobile qui fera le tour de différentes écoles pour susciter l'esprit de la lecture chez les jeunes. Ce bus contient plus de 1000 livres, principalement des ouvrages destinés à la jeunesse, et est mis à la disposition des écoles de la ville de Bukavu par l'Institut Français de Bukavu.

**Samedi 18 mai.**

**Haut-Uele : 26 prisonniers s'évadent de la prison centrale de Watsa,** dans la nuit du 16 au 17 mai. Le directeur de la prison pointe du doigt la négligence du chef de poste commis à la garde, ainsi que le délabrement très avancé de cette prison construite à l'époque coloniale, comme étant à l'origine de cette énième évasion massive. Seuls 20 détenus, dont 5 femmes et 2 mineurs, sont restés à la prison centrale de Watsa après cette évasion, ajoute notre source.

**Haut-Katanga : un camion transportant de cathodes de cuivre intercepté à Kanyaka,** sur l'axe Lubumbashi-Kasumbalesa (Haut-Katanga). Les personnes qui convoiaient la cargaison du précieux minerai prisé, n'avaient pas en leur possession de documents de routine de traçabilité exigés au point de contrôle. Le coordonnateur de la brigade anti-fraude, insiste sur la nécessité de décourager cette pratique devenue récurrente, en déférant notamment leurs auteurs devant la justice afin qu'ils répondent de leurs actes. Il craint que cette pratique puisse asphyxier l'économie de la province du Haut-Katanga. Depuis le début de l'année 2024, des voleurs de minerais de cuivre sont interceptés pour la quatrième fois. Il dit être convaincu que cette pratique est organisée par un réseau de mafieux, qui inclut des complices travaillant dans les usines de production des feuilles de cathodes de cuivre en province.

**Assemblée nationale : report sans délai de l'élection et l'installation du bureau définitif.** Ce report intervient après l'entretien vendredi 17 mai entre le président de la République, Félix Tshisekedi, avec les 406 députés nationaux de l'Union sacrée de la nation, auxquels se sont joints une quarantaine de chefs d'autres regroupements politiques. Les débats ont été démocratiques et houleux. La résolution de proposer de nouvelles personnes pour certains postes est une victoire sur le 'népotisme' au présidium l'Union sacrée. Cependant, ces changements des candidats ne concernent pas Vital Kamerhe, plébiscité pour la présidence de l'Assemblée nationale.

**Masisi : les Fardc reprennent le contrôle de Kashuga, Misinga et Ibuga (notable).** Cela résulte des offensives que les Fardc et les Wazalando ont lancées sur les positions des rebelles tôt ce matin au cœur de Kashuga-centre.

Depuis trois jours les Fardc et leurs alliés mènent des opérations d'envergure pour déloger les rebelles de cette région qu'ils occupent depuis plusieurs semaines. Cependant, Kibirizi-Rwindi et Vitshumbi restent sous occupation des rebelles, malgré plusieurs tentatives menées par l'armée pour reprendre le contrôle de ces entités.

**L'entreprise britannique Westminster va rénover les équipements de sûreté de 5 aéroports de la RDC.** Le partenariat en cours avec l'Etat congolais, par le truchement de la Régie des voies aériennes (RVA), ne se limite pas qu'à la restauration et à la formation des agents de la RVA à l'usage des équipements de sûreté dans les aéroports. «On va aussi accompagner l'Etat congolais dans la révision de la législation et la réglementation du secteur de l'aviation civile avec les experts Westminster Aviation Security Services », a poursuivi la même source. La RVA et Westminster Aviation Security Services avaient signé, depuis le 11 avril dernier, un protocole d'accord visant le renouvellement des équipements de contrôle des passagers des cinq aéroports de la RDC.

**Offensive militaire face au Rwanda et M23 : "Ni le gouvernement central ni provincial, encore moins au niveau opérationnel, ne ferment les yeux sur ce qui se passe. Des réponses sont préparées" (Patrick Muyaya).** Malgré les multiples appels de l'opinion publique congolaise à riposter contre l'avancée de ce mouvement rebelle et contre le Rwanda, Kinshasa dit se contenter d'abord de l'option diplomatique pour tenter de résoudre cette crise. Toutefois, malgré la diplomatie, le porte-parole du gouvernement Patrick Muyaya n'exclut pas totalement l'option militaire pour faire face aux M23 et à l'armée rwandaise, actives dans l'Est de la RDC. "On ne va pas venir devant les médias et commencer à partager ce qui relève de la stratégie militaire. Ce qu'il faut savoir, c'est que ni le gouvernement central ni le gouvernement ici, encore moins au niveau opérationnel, ne ferment les yeux sur ce qui se passe. Il y a des réponses qui sont préparées, certaines sont même apportées sans que vous ne soyez au courant," a souligné le porte-parole du gouvernement. (Actualité CD)

#### **Dimanche 19 mai.**

**Des hommes armés attaquent la résidence de Vital Kamerhe à Kinshasa.** La résidence de Vital Kamerhe, vice-Premier ministre, ministre de l'Economie et candidat au poste du président de l'Assemblée nationale, dans la commune de la Gombe, a été attaquée vers 4h30, ce 19 mai, par un groupe d'hommes armés en tenue militaire. Deux des policiers commis à sa garde, ainsi qu'un des assaillants ont perdu la vie. «L'honorable Vital Kamerhe et sa famille sont sains et saufs, leur sécurité a été renforcée », ajoute-t-il. Quelques heures après l'attaque, la Garde républicaine a interpellé un groupe d'assaillants qui ont attaqué la résidence de Vital Kamerhe et ont fait une incursion au Palais de la nation, bureau du Président de la République. Ces assaillants, habillés en tenue militaire avec le drapeau du Zaïre, ont affirmé, sur des vidéos partagées sur des réseaux sociaux, « vouloir changer des choses dans la gestion de la République ».

**Christian Malanga revendique l'attaque contre la résidence de Vital Kamerhe.** La situation sous contrôle de l'armée. Christian Malanga, un membre de la diaspora congolaise résidant aux États-Unis, a revendiqué l'attaque contre la résidence de Vital Kamerhe. Dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, Malanga, accompagné de son fils et de plusieurs individus armés, a fait des déclarations choquantes depuis l'intérieur du Palais de la Nation. Christian Malanga a affirmé que "la République Démocratique du Congo n'existe plus, c'est le Zaïre". Plusieurs assaillants ont été arrêtés, mais le sort de Christian Malanga, supposé être le leader du groupe selon les vidéos publiées, reste incertain. Les opérations de sécurisation se poursuivent pour garantir la stabilité dans la zone. Christian Malanga a été impliqué dans divers mouvements politiques et est un fervent critique du gouvernement actuel. Son acte de revendication et la diffusion en direct de ses déclarations ont été perçus comme une tentative de coup d'Etat symbolique. Une enquête a été ouverte pour identifier les motivations et les soutiens de Christian Malanga. Les forces de sécurité continuent de rechercher des informations sur Malanga et ses complices. (L'Interview.cd)

**RDC : l'armée affirme avoir déjoué un coup d'Etat à Kinshasa.** « Les Fardc portent à la connaissance de l'opinion qu'une tentative de coup d'Etat a été étouffée dans l'œuf par les forces de défense et de sécurité. Cette tentative a impliqué des étrangers et des Congolais. Ces étrangers et congolais ont été mis hors d'état de nuire, leur chef y compris », a annoncé le porte-parole de l'armée congolaise. L'armée rassure que la situation est sous contrôle et demande aux Kinois de vaquer librement à leurs occupations.

**La situation sécuritaire et humanitaire au Nord-Kivu est alarmante** et ne fait que se détériorer, ont déploré les acteurs de la société civile du Nord-Kivu. Cette situation est caractérisée par une grande instabilité générale ainsi que par des déplacements massifs des civils. Ils déplorent le fait que la guerre embrase à présent toute la province du Nord-Kivu, la situation ne faisant que s'aggraver jour après jour. Ils formulent, dans une déclaration, quelques recommandations au gouvernement congolais et au chef de l'Etat.

**Les fortes chaleurs ressenties à Kisangani sont liées aux activités humaines, selon l'INERA/Yangambi.** « La chaleur provient d'abord de 2/3 des rayonnements qui viennent du soleil et qui pénètrent dans la terre. Et ça

renforce la chaleur au niveau de la terre. Aussi, les humains avec leurs activités, dégagent également de l'énergie, et cette énergie produit aussi de la chaleur », a insisté le directeur de l'Institut national pour l'étude et la recherche agronomiques (INERA)/Yangambi, Il a ainsi démenti des rumeurs selon lesquelles cette canicule est consécutive à l'installation de la tour à flux de Yangambi. Selon lui, ce dispositif transfère le carbone de cette région vers l'Europe et ramène la chaleur à Kisangani. Par la même occasion, le directeur de l'INERA/Yangambi a demandé à la population locale de ne pas céder à l'intoxication, mais plutôt de s'impliquer dans la protection des forêts. Il a aussi révélé qu'un des propagateurs de ces faux bruits avait été mis aux arrêts.

**Tentative de coup d'Etat à Kinshasa : retour au calme après de tirs de sommation pour disperser des manifestations à Limete et Ngaliema (Police).** En effet, à la 10ème rue, commune de Limete, les jeunes en colère se réclamant de Force du Progrès avait barricadé plusieurs artères brillant des pneus et perturbant la circulation. Une autre manifestation spontanée a été observée sur l'avenue Poids lourd, toujours à Limete. Le même mouvement a été observé en début d'après-midi à DGC-Station Centre Supérieur militaire et Barret dans la commune de Ngaliema. Les Forces de l'ordre ont utilisé des tirs de sommation pour disperser les manifestants. Aucun dégât ni perte en vie humaine n'a été enregistré, rassure la police qui a également demandé à la population de vaquer librement à leurs occupations. Pour le contexte, le porte-parole de l'armée congolaise, a annoncé ce dimanche que les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) ont déjoué un coup d'État. Dans un bref message diffusé à la télévision publique, il a précisé que plusieurs auteurs de cet acte ont été arrêtés. Parmi les personnes impliquées à ces événements, il y a Christian Malanga et son fils. Le premier cité, est bien connu dans les milieux de la diaspora installée aux États-Unis pour ses prises de parole anti-gouvernementales. Souvent en treillis, il se revendique d'un mouvement appelé « New Zaire » et d'un regroupement qu'il appelle le United Congolese Party (UCP). Il se fait appeler commandant. Il partage régulièrement des photos de lui en tant que pilote d'aéronefs ou lors d'exercices de tir. Il diffuse également des vidéos de ses participations à des rencontres politiques tant en Occident qu'en Afrique australe. À un moment donné, il a déclaré son intention de se présenter comme candidat à la présidence de la République. Il affirme être un ancien militaire congolais et est père de huit enfants. (**Actualité CD**)

**Lundi 20 mai.**

**RDC : Tentative de coup d'État ou manipulation à Kinshasa ?** Faut-il s'attendre à une importante purge dans les services de sécurité après que des hommes en armes ont attaqué la maison de Vital Kamerhe et le Palais de la Nation. Ce dimanche 19 mai, une trentaine d'hommes en armes ont fait irruption sur les réseaux sociaux en fin de nuit, paradant dans les couloirs vides du Palais de la Nation de Kinshasa, la résidence de travail du président de la République. Un des sièges du pouvoir en RDC, hérité de la période coloniale quand l'endroit, démesuré, bâti fin des années 50 au bord du fleuve Congo, était le lieu de résidence du gouverneur général, le représentant du Roi, dans la colonie. Depuis cette époque, le palais a surtout abrité le parlement avant que celui-ci ne déménage à quelques kilomètres de là au début des années 2000. Mais le président de la République ne loge pas dans ce Palais de la Nation, ce qui interroge sur les objectifs des mutins qui se sont emparés de l'endroit où ils ont pu descendre les couleurs congolaises pour faire flotter au vent – pas encore levé – le drapeau zaïrois, sans jamais mettre en danger le pouvoir en place en RDC. Le leader du mouvement, Christian Malanga, abattu en fin de matinée après sa débâcle, était à la tête d'un parti politique baptisé New Zaïre. Ce membre de la diaspora congolaise était de passage en Belgique il y a une dizaine d'années pour présenter son mouvement et expliquer, avec un accent américain sur joué, qu'il entendait rétablir l'ordre dans le pays en renversant le pouvoir de "l'usurpateur Kabila". Ce dimanche 19 mai, dans les quelques mots prononcés sur les réseaux sociaux, Christian Malanga, présenté aussi comme un ancien militaire, répétait sa détermination à en finir avec le pouvoir en place et à relancer le Zaïre. Son aventure n'aura duré qu'une poignée d'heures. En fin de matinée, la photo de son corps gisant dans l'herbe a commencé à circuler sur les réseaux sociaux. La quarantaine d'hommes qui l'accompagnaient a été faite prisonniers, la plupart ayant tenté de se cacher dans les hautes herbes et la boue du fleuve Congo. Parmi les assaillants, deux Américains, un Britannique, le propre fils de Christian Malanga, des Congolais issus de la diaspora et des Congolais de plusieurs régions de la RDC. **Les faits.** Selon plusieurs témoignages, l'opération a débuté dans le quartier de Binza Pigeon, sur les hauteurs de Kinshasa, vers 2 heures 30 du matin. Les mutins sont passés par les quartiers de Delvaux et Kitambo Magasin où ils ont car jacké des véhicules. Ils sont ensuite passés par la demeure de Vital Kamerhe, ministre sortant de l'Économie, désigné candidat de la mouvance présidentielle pour la présidence de l'Assemblée nationale. Là, des coups de feu ont été échangés. Deux membres de la sécurité de la famille Kamerhe ont été abattus, ainsi qu'un assaillant, sans que ceux-ci ne tentent de pénétrer dans le bâtiment. Cette "parcelle" n'est qu'à quelques centaines de mètres du Palais de la Nation où les mutins sont ensuite entrés sans rencontrer de réelle résistance. Là, ils ont mis en scène leur coup de force et ont diffusé plusieurs messages sur les réseaux sociaux. C'est aussi là que s'est achevée cette aventure pour Christian Malanga, retrouvé abattu, tandis que tous ses hommes étaient arrêtés. **Les cibles.** Vital Kamerhe, l'ex-colistier du président Tshisekedi en 2018 a été la seule personnalité réellement ciblée par ces "putschistes". L'homme, ancien fort du régime Kabila, est une personnalité clivante dans l'actuelle majorité présidentielle. "La visite de ces mutins apparaît comme une mise en garde à cet homme dont les ambitions présidentielles n'ont jamais été totalement effacées", explique un diplomate en place à Kinshasa. "Il a fait

allégeance à Félix Tshisekedi mais il n'a pas convaincu tout le monde dans la famille Tshisekedi", insiste un habitué des cercles de pouvoir à Kinshasa. "Quelle que soit la portée exacte de cette manœuvre, c'est un fait politique grave", explique Bob Kabamba, politologue de l'université de Liège. "Cela montre qu'il y a une vraie crise entre les différentes composantes du pouvoir, poursuit-il, et c'est aussi un camouflet pour les services de sécurité. Comment expliquer que des hommes en armes puissent se balader dans Kinshasa sans être inquiété pendant un long moment ?" Selon l'armée, les mutins auraient aussi ciblé la Première ministre Judith Suminwa Tuluka et le ministre de la Défense Jean-Pierre Bemba. Mais ne connaissant pas l'adresse de la première et sachant le second absent, ils se seraient rabattus sur la demeure de Vital Kamerhe. Un scénario qui, s'il devait être confirmé, démontrerait l'immense amateurisme de ces mutins. *L'ombre de Mobutu et d'Etienne Tshisekedi*. "Il faut s'attendre à un grand nettoyage dans les services de sécurité", poursuit Bob Kabamba. "Il ne faut pas oublier que ces événements se produisent alors que le pays est en guerre à l'est, que l'état de siège est toujours décrété dans deux provinces et que des tensions sont palpables dans de nombreuses régions mais aussi dans tous les cercles politiques d'une majorité écrasante qui ne parvient pas à mettre sur pied ni le bureau de l'Assemblée nationale, ni le gouvernement. Ce qui s'est passé chez Vital Kamerhe est peut-être vu comme une mise en garde. Comment expliquer que les mutins sont arrivés à la porte de la maison mais ne sont pas entrés. Étrange. Ce peut être regardé comme un message à tous les membres de la majorité. Désormais, vous suivez la musique sifflée par la présidence ou vous vous exposez à de sérieux soucis." Ces événements, à la veille de la Pentecôte, rappellent aussi les martyrs de cette fête chrétienne. Quatre hommes politiques arrêtés le jour de la Pentecôte et condamnés à mort quelques jours plus tard pour avoir tenté de planifier le renversement du Maréchal Mobutu. Un certain Etienne Tshisekedi était alors ministre de l'Intérieur et un des plus farouches partisans de l'exécution de ces hommes malgré les appels à la clémence venus de Washington, Bruxelles ou Paris. (**La Libre Afrique**)

**Kisangani : lancement du projet de formation sur les innovations technologiques vertes.** Dénommée Interact Africa, ce projet financé par l'Union européenne (UE) s'inscrit dans le cadre de lutte contre le changement climatique. Il concerne 15 universités à travers le monde, parmi lesquelles six institutions universitaires africaines dont l'Institut facultaire des études agronomiques de Yangambi. A travers ce projet, l'IFA-Yangambi va accueillir des étudiants étrangers, ce qui, va augmenter son rayonnement sur le plan mondial. Ce projet se fixe pour objectif de former 10 docteurs, 27 masters et 23 agents administratifs, dans une période de deux ans, a précisé son coordonnateur le professeur Benjamin Dowiya.

**Beni : la Monusco sensibilise les jeunes à l'expression non violente de l'opinion.** Cette initiative, réalisée en collaboration avec l'Union congolaise des femmes des médias (UCOFEM), vise à réduire les manifestations violentes dans cette commune, connue pour abriter plusieurs groupes de pression et mouvements citoyens actifs. Le président de l'Union des jeunes pour le développement et la reconstruction (UJRD), a souligné que l'activisme intense de cette commune expose les jeunes, en particulier les élèves, à la manipulation et aux conséquences néfastes des manifestations publiques. Le responsable du bureau de l'Information publique de la Monusco, a insisté sur le fait que la violence n'a jamais résolu aucun problème. Selon lui, les jeunes ont le droit de manifester pour demander des comptes à la mission onusienne ou au Gouvernement, mais ces manifestations doivent être pacifiques. Il a également indiqué que cette session de sensibilisation est la première d'une série de dix qui se dérouleront dans les quartiers considérés comme sensibles de la ville de Beni.

**Nord-Kivu : des tirs à l'arme lourde entendus ce lundi 20 mai dans le Masisi.** Les rebelles du M23, appuyés par l'armée rwandaise, ont lancé, depuis 6 h ce lundi, des attaques contre l'armée congolaise et les groupes armés locaux autour du village Nyange. Ces nouveaux affrontements interviennent après des attaques menées par l'armée congolaise samedi et dimanche derniers sur Kashuga et ses environs, toujours dans la chefferie de Bashali. Les mêmes sources indiquent que le village de Kashunga reste sous le contrôle des rebelles. Par ailleurs, la situation demeure instable autour de la zone minière de Rubaya, après d'intenses combats dimanche 19 mai. Les FARDC auraient délogé les rebelles M23 des villages de Kaniro dans le groupement de Buabo et dans d'autres villages du secteur de Katoyi près de la cité de Rubaya. Certaines collines occupées par les rebelles du M23 sur l'axe Sake-Minova ont été la cible d'attaques aériennes de la part de l'armée congolaise au cours du weekend.

**La CENCO indignée par les attaques contre le Palais de la Nation et la résidence de Kamerhe.** Dans un communiqué rendu public à Kinshasa ce lundi 20 mai, les évêques font remarquer qu'au moment où les efforts sont déployés pour juguler l'insécurité semée par les groupes armés, il est inadmissible qu'un groupe armé élise domicile au cœur de Kinshasa. Par ailleurs, face à cet acte de mépris pour l'inviolabilité des institutions étatiques de la RDC, les prélats catholiques invitent les autorités compétentes à s'engager davantage à renforcer la cohésion nationale et le peuple congolais à ne pas céder à la peur et à demeurer vigilants. Des hommes armés ont attaqué la résidence de Vital Kamerhe, vice-Premier ministres et ministre de l'Economie, candidat au poste du président de l'Assemblée nationale, dimanche vers 4h30. Deux des policiers commis à sa garde, ainsi qu'un des assaillants ont perdu la vie lors de cette fusillade. Ces assaillants ont par la suite investi le Palais de la Nation, siège de la Présidence, appelant le président Tshisekedi à "dégager". Ils étaient habillés en treillis avec des drapeaux de l'ex-République du Zaïre.

**Mardi 21 mai.**

**Enquête et interrogatoires en cours après la «tentative de coup d'État».** 48 heures après l'attaque contre le Palais de la Nation et la résidence de Vital Kamerhe, la ville de Kinshasa a repris ses activités habituelles. Le trafic est redevenu normal, les bureaux ont rouvert et les écoles fonctionnent normalement. Les enquêtes ont été lancées et les interrogatoires des personnes impliquées dans l'attaque sont en cours. Les derniers prélèvements ont été effectués dimanche par la police scientifique et d'autres enquêteurs. Depuis lors, les réunions se multiplient. L'objectif est d'accélérer les investigations et de dénicher d'éventuels complices, avec la participation de tous les services d'intelligence de RDC. Ce lundi, le directeur de cabinet du président de la République a constaté les dégâts. Il a fait le tour de la concession et a tenu une réunion avec ses collaborateurs. Il a annoncé que l'accès au Palais de la Nation est désormais interdit, en attendant de nouvelles instructions. Les équipes travailleront donc à distance. À Kinshasa, les différents services de sécurité ont été activés. Cependant, Peter Kazadi, vice-premier ministre chargé de l'Intérieur et de la Sécurité, a précisé qu'aucune opération de bouclage visant l'ensemble de la capitale n'est envisagée. La population est invitée à vaquer librement à ses occupations sans entrave. **Attaque d'adversaires politiques ?** Pour sa part, Vital Kamerhe reste dans son domicile, situé avenue Roi Baudoin, et ne compte pas déménager. Il demeure en alerte : « Nous savions qu'il y avait une menace, mais une attaque d'un escadron de la mort était inattendue », a confié un de ses proches collaborateurs. L'attaque est prise très au sérieux. Bien qu'ils n'accusent actuellement personne, ils n'écartent pas la possibilité d'un règlement de comptes ou d'une attaque orchestrée par des adversaires politiques. En attendant les résultats des enquêtes promises par les autorités, un autre proche de Vital Kamerhe soupçonne que «peut-être que l'alliance avec le président Tshisekedi pose problème à certaines personnes ». Par exemple, pour être assuré d'être le candidat unique au poste de président de l'Assemblée nationale, malgré la promesse ferme de Félix Tshisekedi, il a dû affronter deux de ses camarades de l'Union sacrée dans une primaire inédite. Cependant, son positionnement politique ne change pas. Bien au contraire, il va se renforcer autour de Félix Tshisekedi. La confiance entre les deux camps demeure intacte, comme en témoigne la promptitude de la réaction des forces de sécurité et les réunions qui se sont succédé dimanche à la suite de l'attaque du domicile du président de l'UNC, selon ses proches. Ce qui nous préoccupe le plus, c'est de constater que beaucoup de nos compatriotes n'ont aucun respect pour les institutions du pays. (RFI)

**Nord-Kivu : la REGIDESO cherche 3,6 millions USD pour endiguer la pénurie d'eau à Goma.** Les abonnés de la Regideso de cette partie du pays disent attendre l'intervention urgente du Gouvernement de la RDC ou des partenaires techniques et financiers. En attendant, sur le terrain, le spectacle est désolant. Jeunes filles et garçons arpentent les rues à longueur des journées, avec bidons jaunes au dos à la recherche de cette boisson naturelle. Ceux qui ont des moyens en plus louent les services de transporteurs sur motos à trois roues pour s'approvisionner. Techniquement, le pompage de l'eau traitée est de temps à autre interrompu, du mont Goma vers les réservoirs de Bushara. La conduite mère éclate à tout moment, créant d'importantes fuites sur le réseau. Il devient donc difficile de remplir les réservoirs de Bushara, d'où part la distribution gravitaire vers différents quartiers de la ville de Goma et le territoire de Nyiragongo.

**Lucain Kasongo : « Aucun membre du bureau de l'Assemblée nationale n'a moins de 50 000 USD le mois ».** A cela s'ajoutent les avantages comme logement, transport, communication, carburant, ... », a indiqué lundi 20 mai le président honoraire de la commission politique, administrative et judiciaire (PAJ) de l'Assemblée nationale. Ce sont ces avantages qui poussent la plupart des députés de s'accrocher aux postes au sein du bureau au point de bloquer le bon fonctionnement de tout un pays, estime-t-il. « C'est l'argent qui attise des convoitises des acteurs politiques. Si vous calculez les 20 millions USD qu'on donne aux cabinets et les 100 millions autres qu'on donne au bureau, ça vous fait une marmite de 120 millions USD au moins par an, manipulés par le bureau de l'Assemblée nationale. C'est une véritable affaire », a-t-il expliqué. Les députés nationaux attendent encore le nouveau calendrier pour élire les membres du bureau définitif. C'est devant les membres de ce bureau que le Gouvernement sera investi.

**"Dan Gertler doit rester sous sanctions américaines", plaide la société civile congolaise.** Les médias américains annoncent que les États-Unis envisagent de lever partiellement les sanctions contre l'homme d'affaires Dan Gertler, une décision qui suscite l'opposition des acteurs de la société civile congolaise, estimant qu'elle favorise l'impunité. Dan Gertler, homme d'affaires israélien, a été accusé en 2017 de corruption et de violations des droits humains dans le cadre de ses activités minières en RDC, ce qui lui a valu d'être banni du circuit bancaire en dollars américains. Le coordonnateur national du mouvement citoyen Filimbi et membre de la coalition "Le Congo n'est pas à vendre", explique : "Dan Gertler a profité de son amitié avec l'ancien président Joseph Kabila pour servir d'intermédiaire dans la vente d'actifs miniers en RDC, obligeant ainsi certaines multinationales à traiter avec lui pour faire affaire avec l'État congolais". L'activiste souligne également les pertes financières considérables subies par la RDC en raison des actions de Dan Gertler. « Entre 2010 et 2012, la RDC a perdu environ 1,3 milliard de dollars de revenus en raison de la sous-évaluation des actifs miniers, ensuite revendus à des sociétés offshore liées à Dan Gertler, » En conséquence, les acteurs de la société civile congolaise affirment que tant que la RDC ne sera pas rétablie dans ses droits et n'aura pas récupéré l'intégralité des revenus perdus, les sanctions américaines doivent être maintenues. La RDC avait signé le 24 février 2022, un accord à l'amiable avec le groupe Ventura détenu par

Dan Gertler, afin de mettre fin au contentieux judiciaire qui les opposait. Conformément aux instructions du Président de la République, cet accord devait permettre à l'État congolais de récupérer les actifs miniers et pétroliers litigieux du groupe Ventura en RDC, a rapporté une dépêche de la cellule de communication de la présidence.

### **Mercredi 22 mai.**

**Ituri : plus de 150 000 tonnes de maïs risquent de pourrir**, dans les lieux de stockage à Ingbokolo et Ariwara, deux entités du territoire d'Aru. Des regroupements de jeunes cultivateurs dans le territoire d'Aru disent avoir produit environ 650 000 tonnes des maïs depuis le début de l'année 2024. Au total, 500 000 tonnes ont été achetées par des opérateurs économiques venus de l'Ouganda et du Soudan du Sud, deux pays voisins. Le reste de la production est exposé à la pourriture, redoutent les producteurs, faute d'acheteurs. L'état de délabrement des routes et le manque de moyens logistiques constituent également des défis pour acheminer ces vivres dans des centres de consommation.

**L'économiste Mbeki préconise le financement des paysans pour développer des économies rurales** et des chaînes de valeur en RDC. « Pour bien assister les pauvres dans les villages, il faut que toutes les stratégies s'orientent vers l'homme. Au lieu juste de leur donner les intrants, il faut qu'on les éduque aussi à faire quelque chose sur base de leur avantage comparatif ». Ce scientifique a également suggéré la mise en place des associations paysannes, permettant aux agriculteurs et éleveurs de se constituer des fonds d'investissements afin de devenir indépendants et capables de produire et sortir de la pauvreté.

**Au moins 18 jeunes congolais bénéficient de la Bourse Mandela Washington Fellowship 2024.** Ces lauréats vont se rendre d'ici peu aux Etats-Unis pour des formations de six semaines en leadership en vue de renforcer leurs capacités en leadership afin d'impacter leurs communautés. Les critères de sélection à ce programme annuel du département américain sont entre autres: avoir entre 25 et 35 ans d'âge, parler couramment l'anglais et avoir une activité qui change positivement votre communauté dans n'importe quel domaine.

**Réseaux et profils des assaillants au cœur de l'enquête sur la «tentative de coup d'État».** Soixante-douze heures après l'attaque contre le Palais de la Nation et la résidence de Vital Kamerhe. Les enquêtes ont été lancées et les interrogatoires des personnes impliquées dans l'attaque sont en cours. Les autorités cherchent à comprendre les motivations, les profils des assaillants et leurs possibles réseaux. Que sait-on jusqu'à présent sur cet événement et quelles sont les pistes qui se présentent aux enquêteurs ? Ils étaient une soixantaine au total. Les services de sécurité sont toujours à la recherche d'une dizaine d'autres individus qui n'ont pas encore été localisés. À part ceux qui ont été capturés ou abattus, certains de ces assaillants s'étaient dirigés vers le fleuve, espérant y trouver refuge. Leur sort demeure incertain pour le moment. Se sont-ils noyés ? Ont-ils réussi à fuir ? Aucune réponse claire n'a été apportée jusqu'à présent. Les investigations se poursuivent sur plusieurs tableaux. Les enquêteurs se penchent notamment sur les équipements des assaillants. Très peu d'armes utilisées étaient neuves, la majorité semblant provenir du marché noir de Kinshasa. Ils s'intéressent également au parcours de Christian Malanga, dont les liens d'affaires au Mozambique sont documentés. Les connexions avec certains pays voisins avec lesquels le Congo est en conflit comme le Rwanda ne sont pas exclues. Pour l'heure, les interrogatoires se poursuivent. Les assaillants capturés seront ensuite transférés devant la justice militaire, selon plusieurs sources. Toutefois, cela pourrait prendre du temps, car les motivations et les implications ne sont pas encore claires, assassinat ciblé ? Coup d'État manqué ? De nombreuses zones d'ombre persistent à ce stade, notamment sur les complices et les éventuels commanditaires internes ou externes. Comment des putschistes peuvent accéder au palais de la Nation avec une telle facilité ? (...) Deuxième question, quel est lien entre l'attaque de la résidence de Vital Kamerhe et l'attaque du palais de la Nation ? (RFI)

**Rivière Kwango : 5 femmes violées et 5 blessés graves lors d'un assaut des Mobondo**, sur deux baleinières dans la rivière Kwango. Ces deux embarcations étaient en provenance de la cité de Tembo dans le territoire de Kasongolunda pour la commune rurale du Pont Kwango. Des miliciens Mobondo, armés des AK47, les ont interceptées au niveau du village Ibandataku, non loin de la commune rurale du Pont Kwango dans le territoire de Popokabaka. Après avoir torturé et ligoté les passagers, ces hommes armés ont ravés tous les biens et de l'argent. Ils ont également capturé et conduit dans leur retranchement cinq jeunes femmes. Ces dernières ont été violées avant d'être ramenées, le lendemain matin, auprès des autres passagers.

**Nord-Kivu : les Fardc reprennent 8 localités des mains des M23.** Les combats opposant l'armée congolaise et ses alliés aux rebelles du M23 se sont aussi poursuivis toute la journée ce mercredi sur les collines surplombant l'axe Bweremana-Shasha, dans le sud du territoire de Masisi. Les Fardc ont également repris, des mains des rebelles, le contrôle de certaines collines autour de Ndumba. Sur l'axe nord, dans le territoire de Rutshuru, le calme est rétabli.



**Des exécutions extrajudiciaires après la tentative de coup d'État. « En temps de guerre, cela relève du crime de guerre »** Une vidéo montre comment des mutins sont abattus sans sommation par la garde républicaine. Dimanche 19 mai, une quarantaine de personnes traversent Kinshasa en pleine nuit. Selon les autorités de la RDC, ces mutins cherchaient à commettre un coup d'État en visant une Première ministre sans gouvernement dont ils ignoraient le lieu de résidence, un ministre de la Défense sortant qui aurait été absent de son domicile, pour finalement se rabattre sur la résidence du ministre sortant du Budget, Vital Kamerhe, pressenti par la plateforme politique de la majorité, l'Union sacrée de la nation (USN), comme futur président de l'Assemblée nationale. Après un échange de coups de feu dans cette résidence, après la mort de deux policiers attachés à la sécurité de Vital Kamerhe et d'un assaillant, les membres de cette aventure se sont dirigés vers le Palais de la Nation, les bureaux présidentiels, adossés au fleuve Congo et vides en pleine nuit. **Vidéos en pagaille.** Dans ce lieu du pouvoir où ils sont entrés sans difficulté, le chef de ce qui est présenté comme un coup d'État, Christian Malanga, un Congolais établi depuis quelques années aux États-Unis, a paradé devant les objectifs des réseaux sociaux pour présenter sommairement son objectif de renverser le pouvoir d'un Tshisekedi présenté comme un « usurpateur », un slogan que ce mobutiste martelait déjà du temps de Kabila. "Ce qui est très surprenant, pendant cette mise en scène, c'est que ses hommes le regardent, sans chercher à se positionner pour faire face à une réplique de l'armée qui doit forcément arriver", s'étonne un ancien diplomate du Quai d'Orsay. Les images suivantes montrent le corps sans vie de Christian Malanga, ses hommes avançant, hébétés, couverts de boue, sous la surveillance des militaires congolais qui, selon les autorités, ont mis fin à cette tentative de coup d'État. "Ce qui est surprenant, explique un expatrié installé à Kinshasa, c'est que tous les hommes sont couverts de boue et leurs haillons sont détrempés. Or, si on voit bien le corps de leur chef, sa tenue est sèche. Il serait donc le seul à s'être fait abattre sans chercher à fuir par le fleuve, seule voie possible de fuite à cet endroit." D'autres images, qui ont commencé à circuler ce mercredi, montrent Christian Malanga, vivant, détenu et escorté par des militaires. "Des images qui interpellent. Comment Malanga va-t-il se retrouver sans vie dans les herbes autour du palais. Autre élément étonnant, Malanga est en T-Shirt rouge. Quand sa dépouille est photographiée, il est dans sa tenue militaire. Décidément, il y a quelque chose qui ne va pas", poursuit l'expatrié qui ne cache pas un "sentiment de duperie" dans la population. "Beaucoup de gens, à Kinshasa, pensent que toute cette affaire est un montage soit pour abattre Kamerhe, soit pour faire peur à la classe politique. Personne, à part les talibans au service du pouvoir, ne pense qu'il s'agit d'un vrai coup d'État". **Garde républicaine en cause.** Deux jours après ces faits, d'autres images apparaissent sur la toile. Un bateau sur le fleuve Congo. Des hommes de la garde républicaine, béret rouge sur la tête, arme au poing. Dans le bateau, des mutins qui ont été arrêtés alors qu'ils tentaient, vraisemblablement de se cacher dans la boue qui borde le fleuve. L'un d'eux est abattu à bout portant par un béret rouge. Un autre tente de fuir à la nage. Il est repéré, les cris fusent, les tirs éclatent, les balles crépitent. L'homme remonte deux fois à la surface avant de disparaître dans le fleuve. "Ces images sont terribles, explique l'avocat Alexis Deswaef, vice-président de la fédération internationale des droits de l'homme. "Ce sont des exécutions extrajudiciaires. En temps de guerre, cela relève du crime de guerre". Comment expliquer que ces images ont été filmées ? "C'est de la bêtise, explique le Bob Kabamba, politologue à l'université de Liège. Je suis convaincu que celui qui a filmé pense faire du bon boulot. Cela rappelle les images du massacre de Goma". Le 30 août 2023, à Goma, dans la province du Nord-Kivu placée en état de siège, la garde républicaine a mené une répression sanglante contre un mouvement politico-religieux qui préparait une manifestation contre les troupes onusiennes, tuant plus de 50 personnes. Deux mois plus tôt, les mêmes troupes, qui dépendent directement du président de la République, avaient ouvert le feu sur des jeunes d'un parti politique à Lubumbashi, faisant au moins une vingtaine de victimes. En avril 2020, la garde républicaine a perpétré un autre massacre au Kongo central, à Songololo, tuant au moins 55 personnes, selon une enquête menée par l'ONG Human rights watch. À chaque fois, la garde républicaine, à chaque fois de nombreuses victimes, à chaque fois, jusqu'ici, l'impunité pour ces assassins qui appartiennent à une troupe d'élite qui apparaît de plus en plus comme un escadron de la mort. (**La Libre Afrique**)

#### **Jeudi 23 mai.**

**Vital Kamerhe élu sans surprise président de l'Assemblée nationale.** Trois jours après l'attaque de son domicile lors d'une présumée tentative de coup d'État, Vital Kamerhe, ministre de l'Économie dans le gouvernement sortant de la République démocratique du Congo, a été élu mercredi 22 mai président de l'Assemblée nationale. Un processus de sélection en avait fait l'unique candidat et son élection au perchoir, lors d'une séance publique de l'Assemblée, était une formalité. Les seules voix qui lui ont échappé étaient 36 bulletins nuls ou blancs, sur un total de 407 votants. Vital Kamerhe, 65 ans, figure de la politique congolaise, retrouve un poste qu'il avait occupé de 2006 à 2009, sous la présidence de Joseph Kabila. Passé ensuite dans l'opposition, il avait fondé son parti, l'Union pour la nation congolaise (UNC), avant de devenir un allié de Félix Tshisekedi, au pouvoir depuis janvier 2019 et largement réélu le 20 décembre. En 2020, alors directeur de cabinet du chef de l'État, il était accusé de détournement de fonds et condamné à vingt ans de prison. Il sera libéré un an plus tard et acquitté en appel en 2022. En mars 2023, il revenait sur le devant de la scène comme ministre de l'Économie, avec rang de vice-Premier ministre. Élu député de la majorité aux élections de décembre, il avait été choisi le 23 avril comme candidat de « l'Union sacrée », plateforme politique pro-Tshisekedi, à la présidence de l'Assemblée. Mais, faute de consensus initial, il avait fallu pour cela une primaire, qu'il a remportée face à deux autres prétendants. La composition du

reste du « bureau définitif » de l'Assemblée a ensuite fait l'objet elle aussi d'âpres discussions, reportant son élection à mercredi, alors qu'elle avait été programmée pour samedi dernier. Entre-temps, il y a eu à Kinshasa ce que l'armée a qualifié de « tentative de coup d'État ». Au petit matin du 19 mai, des hommes armés ont attaqué le domicile de Vital Kamerhe, dans le quartier huppé de la Gombe, avant d'investir non loin de là le palais de la Nation, qui abrite des bureaux de Félix Tshisekedi. Les partisans de Vital Kamerhe sont convaincus qu'il s'agissait d'une tentative d'assassinat de leur champion, sorti indemne de l'attaque, durant laquelle deux policiers chargés de sa protection ont été tués. L'élection du bureau de l'Assemblée devrait dégager la voie pour la mise en place du gouvernement. **(RFI)**

**Composition du bureau définitif de la chambre basse du Parlement :** Vital Kamerhe, Président de l'Assemblée nationale ; Isaac Tshilumbayi, Vice-président ; Christophe Mboso, second vice-président ; Jacques Djoli, Rapporteur de l'Assemblée Nationale ; Dominique Munongo, rapporteure-adjointe, Chimène Polipoli, Questeure ; Grâce Neema, questeure adjointe. 6 de 7 membres du bureau définitif sont de l'Union sacrée de la nation.

**Le contrôle parlementaire et l'amélioration de la vie des Congolais devraient être les priorités du bureau définitif de l'Assemblée nationale (députés).** Le nouveau bureau de l'Assemblée nationale, installée ce jeudi 23 mai, devrait prioritairement s'occuper du contrôle parlementaire et de l'amélioration des conditions de vie de la population congolaise, ont estimé certains députés nationaux interrogés par Radio Okapi. Ces élus du peuple saluent la mise en place de ce bureau et affirment être impatients de s'occuper des problèmes de la population. Parmi les priorités du bureau définitif de l'Assemblée nationale, il y a aussi l'investiture du Gouvernement, la mise en place des commissions permanentes et le contrôle Parlementaire.

"Etre parlementaire se doit d'être vécu comme un devoir sacré et non un statut de privilège", dit Vital Kamerhe qui appelle à des réformes "pertinentes et courageuses"

Depuis la mise en place de la nouvelle constitution en 2006, l'Assemblée nationale est toujours accusée de ne pas assurer convenablement ses missions à savoir : légiférer et contrôler l'exécutif. Conscient de cet état de chose, le président de l'Assemblée nationale Vital Kamerhe a, dans son discours d'installation, émis le vœu de voir cette législature renforcer le contrôle parlementaire mais aussi mener des réformes "pertinentes et courageuses" pour le bien de la population. "Que cette législature soit celle de stabilité institutionnelle qu'elle soit celle des réformes pertinentes et courageuses, qu'elle soit celle de la compétence dans le contrôle parlementaire mais aussi celle de l'équité et de la justice. Nous ne pouvons parvenir qu'en travaillant en équipe et dans la discipline en respectant l'heure de travail en ayant une régularité dans le contrôle parlementaire et dans la production législative. C'est au prix de cette discipline qui n'aliénera ni votre liberté ni votre esprit d'initiative que nous serons en mesure d'assurer la cohérence du travail parlementaire et d'aborder seulement les défis de cette législature", a déclaré Vital Kamerhe. Il a appelé les députés nationaux à l'unité pour mieux répondre aux attentes de la population. Pour Vital Kamerhe, le rôle de parlementaire ne doit pas être perçu comme un privilège mais plutôt une responsabilité. L'installation du bureau définitif de l'Assemblée nationale vient de clôturer la session extraordinaire inaugurale ouverte depuis fin janvier 2024. **(Actualité CD)**

**Les dépenses exceptionnelles et de rémunération plongent les finances publiques dans un cycle de déficit budgétaire.** La République démocratique du Congo est aux prises avec un nouveau défi budgétaire: un creusé grandissant entre les recettes et les dépenses publiques. Selon les chiffres du tableau évolutif annuel des opérations du trésor publiés par la Banque centrale du Congo (BCC), à la date du 5 avril 2024, le pays a mobilisé 1,73 milliard \$ et les dépenses effectuées s'élèvent à 1,88 milliard \$, enregistrant un déficit de 156,4 millions \$. Ce déficit est dû notamment aux dépenses non conformes aux normes en la matière des finances publiques, ne suivant pas le circuit normal des dépenses publiques. A titre d'exemple, 66% des recettes réalisées au 5 avril 2024 ont été consacrées aux frais de rémunération, dépassant largement les 45% de consommation des recettes autorisées par le Ministère du Budget et la barre de 35% du standard international. Entre 2020 et 2021, les dépenses de rémunération représentaient 74% des opérations financières de l'État. De quoi soulever la question de la dépense publique en RDC. Ce déficit budgétaire s'explique aussi par l'explosion des dépenses exceptionnelles. A la période sous analyse, elles se situent à 507,8 millions \$, soit 29% des recettes mobilisées au 5 avril de l'exercice budgétaire en cours. Or, selon les instructions relatives à l'exécution de la loi des finances l'année du Ministère du Budget, les dépenses « exceptionnelles » concernent les opérations militaires ou les situations d'urgence comme les catastrophes naturelles. Cette situation met en lumière l'opacité qui entoure la gestion des dépenses publiques. Or, en février dernier, l'Inspection générale des finances (IGF), avait demandé un gel, « à dater du 22 février 2024, de paiement de toutes les dépenses du Trésor public validées ou en attente de validation dans le pipe-line » de toutes les institutions, mais la mesure n'a pas eu l'effet escompté, au vu des chiffres présentés par la BCC. Le phénomène du déficit budgétaire n'est pas nouveau en RDC. En mars dernier, le Centre des recherches en finances publiques et développement local (CREFDEL) tirait déjà la sonnette d'alarme, dénonçant un déficit de 1,2 milliard de dollars enregistré au terme de l'exercice 2023, « une première depuis les réformes de 2011 ». **(Actualité CD)**

**Le PDDRC-S satisfait du déroulement du projet de réinsertion des ex combattants à Lubero.** Ce projet qui consiste en la réalisation des travaux à Haute intensité de main d'œuvre (HIMO), met à contribution des ex-

combattants en les utilisant comme main d'œuvre, pour la réhabilitation, l'entretien et les travaux de cantonnement manuel des routes. Le chef d'antenne du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation a précisé que sur l'ensemble des axes de Beni, de Butembo et de Lubero, plus de 800 membres des communautés locales bénéficient des activités des travaux HIMO, et se dit satisfait du déroulement de ce projet implémenté par des partenaires 'fiabiles'.

**Lutte contre le paludisme : Lubumbashi accueille des journées scientifiques.** Le coordonnateur national des Journées scientifiques sur le paludisme en RDC, a expliqué que la situation de la malaria dans le pays est particulièrement préoccupante. D'après lui, le pays enregistre le taux de transmission le plus élevé au monde, en grande partie en raison du climat, des saisons de pluies qui durent en moyenne plus de huit mois et des nombreux cours d'eau qui favorisent la prolifération des moustiques. Les eaux stagnantes sont un facteur majeur de transmission de la malaria, car elles offrent un environnement propice à la reproduction et au développement des moustiques. La clôture de ces journées scientifiques a souligné la nécessité de renforcer les efforts pour lutter contre le paludisme.

**Bukavu : plaidoyer pour l'accès des pygmées à l'éducation et aux soins de santé de qualité.** Les responsables du Centre d'espoir pour les droits humains qui a pour objectif de mener un plaidoyer en faveur des groupes marginalisés, ont échangé ce 23 mai avec les représentants du gouvernement provincial du Sud-Kivu et les organisations de la société civile. Selon le constat des participants à cette rencontre, les pygmées sont marginalisés. Leur accès à la terre, à l'éducation et aux soins de qualité pose des sérieux problèmes. Les députés provinciaux qui ont participé à cette rencontre se sont engagés à initier un édit provincial en faveur des personnes marginalisées, n'ayant ni terre ni champ.

**Une activiste de renom a été enlevée.** La possibilité que Gloria Sengha soit victime d'une disparition forcée suscite de graves inquiétudes. Le gouvernement de la RDC devrait de toute urgence ouvrir une enquête sur le sort de l'éminente activiste de la société civile et membre de l'opposition Gloria Sengha et fournir des informations sur le lieu où elle se trouve, a déclaré Human Rights Watch aujourd'hui. L'enlèvement de Gloria Sengha et de deux de ses collègues s'inscrit dans une vague de répression exercée par les autorités congolaises qui a sévèrement restreint les droits des activistes, des journalistes et des membres des partis politiques d'opposition. Le 17 mai 2024 vers 17h00, des hommes non identifiés, dont certains étaient cagoulés et vêtus d'uniformes de la police ou portaient des armes, ont enlevé Gloria Sengha, une des fondatrices du mouvement Vigilance Citoyenne (VICI), ainsi que Robert Bunda et Chadrack Tshadio, à Kinshasa, la capitale du pays. Tous sont membres de la campagne Tolembi Pasi (« Nous en avons assez de souffrir » en lingala), qui lutte contre l'injustice sociale et la vie chère. Les assaillants les ont fait monter de force dans un véhicule noir sans plaque d'immatriculation avant de s'éclipser. Ils venaient tous les trois de participer à une réunion de Tolembi Pasi. Robert Bunda et Chadrack Tshadio ont été localisés dans des locaux de la police le 20 mai. « Human Rights Watch est profondément inquiète pour la sécurité de l'activiste Gloria Sengha », a déclaré Carine Kaneza Nantulya, directrice adjointe de la division Afrique à Human Rights Watch. « Les autorités congolaises devraient de toute urgence localiser Gloria Sengha, indiquer où elle se trouve et la remettre en liberté ». Gloria Sengha est connue depuis longtemps comme une activiste qui lutte en faveur de la justice sociale en RD Congo. En mai 2023, elle avait annoncé avoir rejoint le parti politique Envol. Des organisations congolaises de défense des droits humains ont appelé à sa libération immédiate. « L'arrestation de Gloria suit une tendance caractérisée par la multiplication des attaques et des arrestations arbitraires contre des activistes depuis plusieurs mois », a déclaré Fred Bauma, directeur exécutif d'Ebuteli, un institut de recherches congolais. « L'ANR [Agence nationale de renseignements] et d'autres services de renseignement jouent un rôle de plus en plus important dans cette répression qui rappelle les années de la présidence de [Joseph] Kabila ». Gloria Sengha est une ancienne membre du mouvement citoyen de la Lutte pour le Changement (LUCHA) et, dans le passé, elle avait affirmé à Human Rights Watch qu'elle et une autre activiste avaient subi des abus, notamment sexuels, de la part d'agents de police, lorsque le gouvernement avait fait arrêter des activistes pro-démocratie à l'approche des élections présidentielles de 2018. En mai 2023, Lens Omelonga, coordinateur de la communication numérique pour le parti Envol, avait lui aussi été enlevé après avoir participé à une réunion. Il avait expliqué à Human Rights Watch que des agents de l'ANR en tenue civile l'avaient fait monter de force dans une jeep blanche avant de s'éclipser dans des circonstances qui paraissent semblables à celles de l'enlèvement de Gloria Sengha. Il avait ensuite passé sept mois en détention pour avoir retweeté un post critiquant une fondation créée par Denise Nyakeru Tshisekedi, l'épouse du président Félix Tshisekedi. Les autorités ont intensifié leur répression contre les membres de l'opposition, les activistes de la société civile, les détracteurs du gouvernement et les journalistes pendant toute la période électorale de 2023, et l'ont poursuivie depuis lors. Parmi les autres personnes ciblées figurent l'éminent journaliste Stanis Bujakera, qui a passé des semaines en détention sur la base d'accusations douteuses, ainsi que le comédien Junior Nkole, qui a été arbitrairement arrêté et détenu pour des vidéos satiriques qui exposaient certaines réalités socio-économiques du pays. « L'enlèvement de Gloria Sengha, quelques mois seulement après la prestation de serment du président Félix Tshisekedi pour son deuxième mandat, constitue un signal terrible pour les libertés civiles au Congo », a affirmé Carine Kaneza Nantulya. « L'administration Tshisekedi devrait saisir l'occasion de ce nouveau mandat pour démontrer un attachement sincère aux libertés

fondamentales et garantir que les activistes de l'opposition puissent se réunir et s'exprimer librement ». (Human Rights Watch)

### **Vendredi 24 mai.**

**Des bombes larguées par le M23 créent la panique à Minova.** Trois bombes des rebelles sont tombées autour de 10h, ce jeudi, dont une à Ludahuba proche du complexe scolaire Mwanga et à Bugeru, sans faire de victime humaine. Elles sont toutefois à l'origine d'une forte panique dans la cité. Le complexe scolaire Mwanga s'est vu vidé de ses élèves et certains habitants ont rapidement évacué leurs familles de cette partie Est de la cité de Minova. D'après des sources locales, ces explosifs seraient une réponse de cette rébellion aux bombardements de ses positions par l'armée congolaise. Un obus du M23 est tombé sur la paroisse catholique de Bobandana, causant un blessé parmi les civils.

**Ituri : plus de 7 000 femmes et jeunes filles souffrent des fistules vésicaux-vaginales (Médecin).** La province de l'Ituri compte plus de 7000 femmes et jeunes filles souffrant des fistules vésicaux-vaginales, qui nécessitent qu'elles soient opérées. Le médecin responsable de l'Hôpital général de référence de Bunia, Dr John Katabua l'a annoncé jeudi 22 mai à l'occasion de la célébration de la journée internationale de l'élimination de fistule obstétricale. Depuis 2018, plus de 800 femmes ont été opérées et réinsérées dans leurs familles, selon le docteur John Katabuka. Ces interventions chirurgicales ont été faites avec l'appui de différents partenaires, dont l'ONG catholique Caritas-Développement, Médecins Sans Frontière et le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP).

**"Tentative de coup d'Etat" à Kinshasa : Justicia ASBL dénonce des exécutions sommaires.** « Des vidéos circulent sur les réseaux sociaux montrant des éléments des Fardc, en particulier ceux de la Garde républicaine, tirant à bout portant sur des personnes identifiées comme membres du parti politique de feu Christian Malanga. Ces personnes, déjà maîtrisées et inoffensives, ont été abattues. Les militaires ont tiré sur quelqu'un qui se trouvait avec eux dans une jeep, ainsi que sur une personne qui nageait. » Justicia ASBL a également dénoncé des exécutions extrajudiciaires et plaidé pour que les auteurs présumés de ces actes, identifiés dans ces vidéos soient poursuivis en justice. Justicia ASBL a appelé l'auditeur général de l'armée à enclencher l'action publique, arrêter ces personnes et les déférer devant un juge. Pour elle, la vie humaine est sacrée et l'État a l'obligation de la protéger.

**En RDC, Vital Kamerhe prend ses fonctions de président de l'Assemblée nationale ;** Vital Kamerhe a pris officiellement ses fonctions au palais du peuple, siège du Parlement, vendredi 24 mai, au lendemain de son élection en tant que président de l'Assemblée. Nostalgique de son passage entre 2006 et 2009 à la tête de la chambre basse, il a décidé de ne pas hériter du bureau qu'occupait son prédécesseur Christophe Mboso et s'est installé dans son ancien bureau au rez-de-chaussée. Échange de dossiers, prise de photo, tour des locaux... Vital Kamerhe, le nouveau maître des lieux, a présenté une partie de son projet social, tourné vers les élus et les administratifs. « Nous allons faire en sorte que nous puissions redorer l'image de l'Assemblée nationale, lui donner ses lettres de noblesse, réhabiliter le député national dans son honneur et sa dignité pour que ce dernier sache et se rappelle à tout moment qu'il porte sur ses épaules, dans son cœur, dans sa tête, le cri de détresse et des desiderata de la population, a-t-il lancé. Nous allons faire en sorte que les députés nationaux travaillent dans de bonnes conditions. Ainsi nous allons ensemble avec les collègues respecter le minimum d'éthique pour un représentant du peuple. » **Transparence.** Vital Kamerhe voudrait également renforcer le contrôle parlementaire. Parmi les défis qui l'attendent, celui de la transparence dans la gestion des finances de l'Assemblée nationale devenue, juste après la présidence, l'institution la plus budgétivore de l'État, avec un budget de plus de 280 millions de dollars (258 millions d'euros environ). L'autre défi, c'est la coopération avec la justice. Sur sa table du nouveau président de l'Assemblée, la requête du procureur général près la Cour de cassation à l'encontre du député et ministre sortant des Finances, Nicolas Kazadi. Ce dernier est soupçonné avec son collègue du développement rural d'avoir orchestré le détournement de plusieurs millions de dollars dans une affaire de surfacturation d'un contrat de livraison de forage d'eau. Enfin, dernière priorité, le vote de confiance de l'Assemblée vis-à-vis du prochain gouvernement. (RFI)

**Le Service National lance une vaste campagne de distribution de bancs scolaires à Kinshasa.** Le Service National a démarré une vaste campagne de distribution de bancs dans les écoles et universités de Kinshasa. Il a inauguré cette opération jeudi en remettant 500 bancs au complexe scolaire Mokengeli de Lemba. Plusieurs autres établissements de la capitale sont concernés par cette initiative. Les équipes du Service National (SN) sont déjà attendues ce samedi à l'Université de Kinshasa, marquant une étape clé dans cette campagne. Ces bancs ont été fabriqués par d'anciens membres des groupes de jeunes délinquants connus sous le nom de Kuluna, réhabilités et formés par le Service National à Kaniama Kasese. « Il s'agit d'une dotation de 500 bancs, chacun avec trois places assises. Ce n'est que le début d'une longue opération qui va se poursuivre dans d'autres écoles de Kinshasa. Chaque semaine, le Service National mettra à disposition des bancs pour les écoles et les universités ». (Actualité CD)

**Luanda : l'UNSAAC encourage les initiatives de paix et de réconciliation dans la région des Grands-Lacs.** Depuis le vendredi 24 mai, l'Angola préside le Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique Centrale (UNSAAC), un mandat qui se poursuivra jusqu'en novembre de cette année. Dans son discours, Tête António a insisté sur l'importance du thème de la réunion, reflétant la volonté politique des États membres de résoudre pacifiquement les défis régionaux. Les travaux de cette réunion se déroulent sous le thème : «Les initiatives de médiation au niveau régional : enjeux et opportunités ». Cette rencontre se tient dans un contexte tendu pour la RDC, qui fait face à une agression rwandaise et a récemment connu une tentative de coup d'État. Le Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale comprend les pays suivants : l'Angola, le Burundi, le Gabon, le Cameroun, la République du Congo, la République Démocratique du Congo (RDC), São Tomé-et-Príncipe, le Rwanda, le Tchad, la République Centrafricaine (RCA) et la Guinée Équatoriale.

**Samedi 25 mai.**

**Au Nord-Kivu, l'offensive des FARDC contre le M23 se poursuit.** Dans l'est de la RDC, les combats se poursuivent au cinquième jour de la reprise des affrontements entre les FARDC et le M23, soutenu par le Rwanda. L'armée congolaise est appuyée par les milices locales appelées Wazalendo. Cette recrudescence des hostilités fait suite à une offensive lancée par les FARDC sur plusieurs fronts. Objectif : reprendre le contrôle de certaines localités dans les territoires de Masisi et de Rutshuru. Dans le territoire de Rutshuru, les affrontements se concentrent depuis trois jours dans la région de Rwindi, avec des détonations encore entendues vendredi dans la chefferie de Bwito. Dans le territoire de Masisi, les combats durent depuis cinq jours, particulièrement sur l'axe Bweremana, où les FARDC revendiquent la reprise de la colline de Ndumba. Située sur la route menant à Bukavu, la zone est considérée comme stratégique. Dans certaines localités, le M23 se renforce et met en place une police dite de proximité pour mieux contrôler les agglomérations tout en consolidant ses lignes de front. Ces affrontements aggravent la situation sécuritaire et humanitaire aussi dans la province voisine du Sud-Kivu. Les bombardements touchent notamment l'agglomération de Minova et ses environs, qui accueillent des dizaines de milliers de déplacés et reste l'une des rares zones approvisionnant encore Goma. À Goma, de nouvelles vagues de déplacés fuyant ces violences sont observées, avec des sites spontanés qui se forment pour les accueillir. Ces personnes déplacées se concentrent principalement dans l'ouest de Goma, notamment dans les quartiers Mugunga et Lac Vert. (RFI)

**Mise en place des commissions pour la validation des pouvoirs des sénateurs.** Le bureau provisoire du Sénat a lancé vendredi 24 mai le processus de validation des pouvoirs des sénateurs, en mettant en place cinq commissions pour examiner les dossiers des quatre-vingt-quatre sénateurs nouvellement élus. Au cours de la plénière de ce vendredi, le président du bureau d'âge du Sénat a précisé que la validation des pouvoirs va se poursuivre après les élections des sénateurs dans les provinces en attente. En effet, pour diverses raisons politiques, juridiques et sécuritaires les élections sénatoriales n'ont pas eu lieu dans certaines provinces. Ces commissions ainsi mises en place ont un délai de six jours pour présenter leurs rapports à l'assemblée plénière, a indiqué le président du Sénat. La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a publié le 30 avril dernier les résultats provisoires des élections des gouverneurs et sénateurs des provinces où ces élections ont été organisées. Les députés provinciaux les ont élus pour un mandat de cinq ans.

**25 mai : les Kimbanguistes célèbrent Noël.** A Kinshasa et dans plusieurs autres villes de la RDC, les fidèles kimbanguistes sillonnent les avenues en défilant sous le rythme de la fanfare. Une grande cérémonie religieuse et festive se tient au centre d'accueil Kimbanguiste à Kinshasa. Pour les Kimbanguistes, la date du 25 mai symbolise la deuxième naissance de Jésus-Christ dans la peau de "Papa" Dialungana Kiangani, deuxième fils du Prophète Simon Kimbangu. « A partir de nos recherches et de la révélation, nous avons découvert que Jésus-Christ est né le 25 mai. Partant de la Bible, Dieu dit désormais en cette date, en ce mois d'avril, mois d'abib selon le calendrier juif, devient votre premier mois. Quand nous lisons l'annonce de la naissance de Jésus, l'ange dit au 6<sup>e</sup> mois qui est pour nous le mois de septembre. Et si nous comptons à partir de septembre, le 9<sup>e</sup> mois pour que l'enfant soit né tombe en mai », expliquait à Radio Okapi, en 2012, Surbens Swalenge, alors chef de l'église kimbanguiste de la ville de Kinshasa.

**Envol de Delly Sesanga exige la libération de Gloria Sengha, membre de son parti et initiatrice du mouvement "Tolembi pasi".** "L'Envol est consterné par l'ampleur des violations des droits fondamentaux des citoyens, matérialisées par la démultiplication des arrestations arbitraires et des détentions illégales des Congolais à cause de leurs opinions politiques. L'Envol condamne l'arrestation arbitraire et la détention illégale de Mme Gloria Sengha, cadre du parti et candidate sur sa liste dans la circonscription de Lukunga aux élections législatives nationales de 2023. Arrêtée le 17/05/2024 par des personnes habillées en tenues civiles non autrement identifiées, Mme Gloria Sengha sortait d'une réunion de la structure Tolembi pasi, qui préparait une marche pacifique de protestation contre la vie chère et la misère en RDC", dénonce Envol dans un communiqué de presse publié ce vendredi 24 mai. Martin Fayulu s'est également exprimé sur la situation de Gloria Sengha. Sur son compte X, le leader de l'Ecide a appelé à la libération de cette activiste. " J'exige la libération sans condition de Gloria Sengha et

de ses deux collègues. En effet, le régime de M. Tshisekedi cherche, à tout prix, à museler les Congolais et Congolaises qui dénoncent la mauvaise gouvernance, soit en les privant de leur liberté, (...), soit en les poussant à l'exil, comme pour Maud Salomé Ekila et Mino Bopomi Bolapa", a écrit Fayulu. Gloria Sengha est une jeune femme plus connue dans le monde des activistes pro-démocratie. Elle a été arrêtée plusieurs fois avec ses collègues sous le régime de Joseph Kabila pour ses actions contre le pouvoir de l'époque. (**Actualité CD**)

**Ituri : plus d'un million six cent mille déplacés vivent dans la plus grande précarité.** Cette situation est consécutive à la suspension de l'aide alimentaire dans bon nombre des sites par les humanitaires et à la difficulté d'accès dans certaines entités à cause de l'insécurité. Les déplacés de l'Ituri sont disséminés dans 57 sites. D'autres dont le nombre n'est pas déterminé sont installés dans des familles d'accueil dans la province. D'autres encore se sont réfugiés en Ouganda. Les déplacés internes vivent dans des conditions difficiles : pas de vivres ni de médicaments. Ce qui cause de décès récurrents dans ces sites, déclare le coordonnateur de la société civile de l'Ituri.

C'est notamment le cas au site de Nyamusasi à la plaine du lac Albert où plus de 70 personnes sont déjà mortes depuis janvier à la suite de la malnutrition, l'anémie et d'autres maladies. Celles qui se rendent dans leurs champs pour chercher des vivres tombent souvent dans l'embuscade des hommes armés qui s'attaquent même aux sites. La plupart des enfants de ces déplacés ne vont plus à l'école depuis cinq ans. La coordination de la société civile lance un appel au chef de l'Etat et au futur Gouvernement pour mettre fin au calvaire de ces déplacés qui aspirent à la paix.

**Kongo-Central : l'ONAPAC lance la campagne d'exportation du café robusta de Lukula.** D'après la directrice générale de l'Office national des produits agricoles du Congo (ONAPAC), le café « Petit Kwilu » est de la famille robusta à petits grains, cultivé exclusivement en RDC, et spécialement dans la forêt de Mayombe au Kongo-Central.

Elle a appelé les Congolais à prendre soin de cette culture car ces exportations ouvrent pour la RDC une porte sur les marchés internationaux des produits pérennes. Pour elle, le « Petit Kwilu » est une carte postale pour la RDC qui doit être protégée par les Congolais. Financé par l'Union européenne, le projet de promotion de la culture du café robusta de Mayombe s'étend au-delà de 1000 hectares et encadre plus de 50 villages à Lukula.

#### **Dimanche 26 mai.**

**Les femmes autochtones plaident pour la protection des pygmées dans l'Est de la RDC.** Ce plaidoyer fait suite aux récents bombardements des camps de déplacés à Mugunga, dans le Nord-Kivu, qui ont causé la mort d'au moins 38 personnes. Les femmes autochtones se disent profondément affectées par ces événements tragiques. Lors de sa déclaration devant la presse, la corporation a souligné que ces massacres et autres violences mettent en péril la sécurité et la survie des populations vulnérables, notamment des femmes et des enfants pygmées. Mme Kapupu, de la Fédération des filles et femmes autochtones en RDC, a exprimé sa consternation face à la recrudescence des violences contre la communauté pygmée, déjà extrêmement vulnérable, en particulier dans la localité de Vonkutu Walessa en Ituri. Elle a rappelé plusieurs épisodes de violences graves. Mme Kapupu a salué l'engagement de la communauté internationale en faveur des peuples autochtones et son dévouement aux droits humains, tout en appelant les autorités congolaises à prendre des mesures concrètes pour mettre fin à ces violences qu'elle qualifie d'inacceptables.

**Ituri : au moins 150 sites miniers occupés par des groupes armés dans le territoire de Djugu.** Ce qui selon ces notables, contribue à pérenniser les conflits armés dans cette province. Ils affirment également que 13 groupements sur les 15 que compte le secteur de Banyari-Kilo, sont occupés par les groupes armés qui y ont établi une administration parallèle. Ces assaillants travaillent dans des sites miniers dont les revenus servent à leur survie, précisent certains notables, qui expliquent aussi que leurs leaders perçoivent chaque mois des redevances estimés à environ 30 à 50 000 USD auprès des creuseurs artisanaux, des propriétaires des carrières minières, et même des exploitants étrangers, qui sont eux aussi, soumis à leur administration. Des Fardc en Ituri, indique que le gouvernement provincial a déjà pris des dispositions pour mettre fin à l'exploitation illégale de minerais dans ces zones. L'exploitation de l'or est à l'origine des dissensions entre les groupes armés pour le contrôle de sites miniers.

**Ouverture à Kinshasa du Sommet international des aînés d'Afrique et de ses diasporas.** L'objectif de ce sommet est de plaider la cause des personnes du troisième âge auprès des gouvernements, ainsi que des institutions internationales gouvernementales et non gouvernementales. La présidente du Réseau international francophone des aînés (RIFA) a encouragé les personnes âgées à jouer un rôle actif et à devenir des acteurs de changement plutôt que des spectateurs. « Nous devons donc anticiper, être créatifs, agiles et novateurs. » Le sommet accueille plusieurs participants du troisième âge venus de divers pays africains. Il se poursuivra jusqu'au 1er juin prochain, offrant une plateforme pour discuter des défis et des opportunités pour les aînés en Afrique et au sein de ses diasporas.

**De nouveaux affrontements signalés ce dimanche en territoire de Rutshuru.** De nouveaux affrontements entre les Fardc et les rebelles du M23-RDF ont été signalés tôt ce 26 mai dans les zones périphériques de Kanyabayonga, située à cheval entre les territoires de Rutshuru et de Lubero (Nord-Kivu). Les FARDC seraient en train de pilonner les positions du M23 à Rwindi, en plein cœur du parc national de Virunga, ainsi qu'à Kibirizi dans le groupement Mutanda. Les rebelles du M23 seraient en train de riposter contre l'artillerie de l'armée congolaise qui tenterait de récupérer la base de la Rwindi, toujours sous occupation du M23.

**Parc des Virunga : la société civile salue les retombées de la clôture électrique,** érigée depuis environ six mois à la limite du parc national des Virunga avec les communautés riveraines à Kasindi. Cette clôture s'étend sur environ 50 km de la RN4, sur l'axe Beni-Kasindi. Elle empêche les incursions des rebelles des ADF en provenance du parc, selon la société civile de la cité frontalière de Kasindi-Lubiriha. Elle favorise aussi une bonne production agricole autour de l'aire protégée, en empêchant la traversée des pachydermes du parc vers les champs de la communauté riveraine. Du côté du parc national des Virunga, c'est la satisfaction totale. « Notre satisfaction est grande. Il y a la végétation qui revient dans la partie jadis envahie à Lubiriha. Et depuis quelques jours, nous voyons le retour des troupeaux d'éléphants dans cette zone ; preuve qu'ils s'y sentent en sécurité. Cette situation renforce la paix sociale et la bonne cohabitation entre le parc et les populations riveraines ».

**Lundi 27 mai.**

**Beni : 10 civils tués lors d'une attaque des rebelles ADF.** Une maison de commerce incendiée ainsi que plusieurs biens pillés, lors de l'incursion samedi 25 mai des rebelles des ADF dans les villages de Peteuri et Upende sur l'axe Mbau-Mantumbi à environ 25 km de Beni (Nord-Kivu). L'armée, qui mène pour le moment des patrouilles dans la zone, est intervenue. Mais, l'ennemi avait déjà quitté le lieu. Des civils sont portés disparus. Depuis samedi soir, un déplacement de populations vers d'autres entités voisines est observé.

**Assemblée nationale : après la remise et reprise, place à la clôture de la session inaugurale et à la poursuite des travaux de la session de mars.** Après la cérémonie de remise et reprise, le bureau Vital Kamerhe attend de clore "définitivement" la session extraordinaire inaugurale ouverte depuis le 29 janvier dernier. " Cette plénière va consacrer la fin de la session extraordinaire inaugurale conformément à l'article 114 de la constitution, qui prévoit que cette session inaugurale comprend quatre points : l'installation du bureau provisoire, la validation des pouvoirs, l'élaboration et l'adoption du règlement intérieur, et finalement la mise en place du bureau définitif. La session inaugurale prend donc automatiquement fin," a indiqué Jacques Djoli dans son compte rendu. Ensuite, les députés nationaux enchaîneront directement avec la poursuite des travaux dans le cadre de la session ordinaire du mois de mars. "Nous entamons la session ordinaire de mars qui doit prendre fin le 15 juin. La prochaine séance, qui aura lieu dès le début de la semaine, consistera essentiellement à inviter les députés et les groupes politiques à constituer les groupes parlementaires. Nous allons nous atteler à mettre en place les commissions permanentes, ainsi que le Comité des Sages. Il faut aussi mettre en place les organes qui nous permettront d'entamer le travail". (Actualité CD)

**L'Eglise du Christ au Congo appelle la population à s'investir pour la paix en Ituri.** Mgr Théodore Katembo, président du Synode de l'Eglise du Christ au Congo a, au cours du culte organisé le dimanche 26 mai à Bunia, insisté sur l'importance de la prise de conscience communautaire. « Chacun doit porter haut le message de paix là où il se trouve ». Il a également souligné la nécessité d'une collaboration étroite entre l'Eglise et l'État pour restaurer la paix. Il a appelé tous les fils et filles de l'Ituri à déposer les armes et à soutenir les efforts du Gouvernement pour permettre à la province de prospérer. Depuis 10 ans, l'Ituri est le théâtre de conflits impliquant les rebelles de l'ADF, des groupes armés Zaïre, Codeco, FRPI et d'autres. Cette province souffre des affres de la guerre, avec des milliers de victimes et des déplacements massifs de population. Récemment, des leaders de groupes armés ont signé des accords de cessation des hostilités pour participer aux efforts de paix du Gouvernement. Cependant, ces accords ne sont pas respectés, et les exactions contre la population civile se poursuivent.

**Beni : des journalistes sensibilisés contre la désinformation et les discours haineux à Kasindi.** L'Amicale des journalistes du groupement Bangoura (AJB), entend, à travers cette formation, minimiser les effets néfastes de la mauvaise utilisation des réseaux sociaux et la propagation de fausses rumeurs et des discours de haine. Ce séminaire de formation a aussi été l'occasion de vulgariser la nouvelle réglementation sur le numérique. Les participants à cette session ont recommandé à l'Amicale des journalistes du groupement Basongora, d'étendre cette sensibilisation à d'autres entités du secteur de Ruwenzori, du territoire de Beni. Ceci, insistent-ils, va contribuer à mettre fin au fléau de la désinformation.

**Reprise de combats Fardc-M23 dans le territoire de Rutshuru.** Ce lundi, les affrontements ont encore repris avec une forte intensité entre l'armée congolaise et les rebelles du M23, soutenus par l'armée rwandaise, dans les villages Kitereko, Lusuli et Kanongo. C'est non loin du chef-lieu du groupement Mutanda, dans la chefferie de

Bwito. Selon des sources locales, ces combats interviennent après ceux signalés dans la même zone toute la journée de dimanche. Conséquence : presque tous les villages situés entre Kikuku et Kyaghala sont vidés de leurs habitants. Toute la matinée, l'armée a poursuivi le pilonnage de Mutanda et ses environs pour, entre autres, tenter d'empêcher l'avancée des rebelles vers Kanyabayonga.

**Grand-Katanga : l'armée installe des barrières dans toute la région, fouilles systématiques et retrait éventuel des équipements militaires** Une mesure sécuritaire qui vise, selon son communiqué publié ce lundi, à parer à toute éventualité en termes de menace dans la région. Une occasion de fouiller tous les véhicules et autres engins afin de récupérer des munitions et équipements militaires. Selon la 22ème région militaire, ces barrières érigées vont permettre aux forces armées de contrôler et fouiller tout véhicule, bagages suspects sur moto et vélo, et interdit en même temps les tracasseries de la population et autres usagers de routes. "...saisir armes, munitions et tout équipement militaire, et interpellé toute personne non autorisée à détenir ces objets. Aucune tracasserie ne sera ni autorisée ni tolérée", dit le général Eddy Kapend dans sa mise au point. La région du Katanga est régulièrement menacée par le phénomène des miliciens Mai-Mai Bakata Katanga du Seigneur de guerre Gédéon Kyungu Mutanga wa Bafuko Kanonga. Plusieurs fois des incursions sont signalées dans la région du Katanga, et particulièrement dans le territoire de Pweto Haut-Katanga, avec plusieurs centaines des déplacés dans ce territoire. (**Actualité CD**)

**Mardi 28 mai.**

**Une délégation de l'ONU à Bukavu avant le départ définitif de la Monusco.** La mission de maintien de la paix de l'ONU doit quitter définitivement le Sud-Kivu le 30 juin. Devant la presse, le coordonnateur résident du système des Nations unies et co-président du groupe de coordination des partenaires (GCP) Bruno Lemarquis a présenté les enjeux de la transition entre la Monusco et les autorités congolaises : « Une fois que la Monusco sera partie, certaines des tâches seront transférées au gouvernement congolais en ce qui concerne la sécurité, la protection des civils, les droits de l'homme, le renforcement des institutions, l'appui au PDDRC-S, etc ». Cette visite, « c'est pour que les partenaires se rendent compte d'eux-mêmes sur le terrain comment est-ce qu'on peut faire pour que cette transition soit une réussite et qu'on tire de cette transition des leçons positives pour la transition au Nord-Kivu puis pour la transition en Ituri mais aussi pour des transitions d'autres missions des Nations unies qui se retirent dans d'autres pays », a-t-il dit. La délégation s'est entretenue avec les autorités provinciales du Sud-Kivu sur le processus de planification conjoint qui attend une validation à Kinshasa car les défis sécuritaires et liés aux infrastructures routières sont nombreux. Mais Bruno Lemarquis reste optimiste : « Souvent, quand on parle du Congo, on dit que c'est un pays en guerre, que c'est un pays en crise. Donc c'est important de changer le narratif. Avant de parler des défis, il faut parler des opportunités de cette province ». Composé d'une vingtaine de partenaires techniques et financiers de la RDC parmi lesquels des chefs des coopérations, des représentants de l'Union européenne, de la Banque mondiale, de la Monusco et des agences et des systèmes des Nations unies, le groupe de coordination des partenaires va passer cinq jours au Sud-Kivu. (**RFI**)

**Dégradation de la situation autour de Goma : Depuis le début de l'année, MSF a déjà recensé plus de 20 incidents de tirs d'obus autour des camps de déplacés.** Médecins sans frontières (MSF) précise qu'à Goma, les personnes déplacées se retrouvent dans une situation similaire à celle qu'ils avaient initialement fuie. Elles sont dans l'insécurité la plus totale et n'ont plus aucune échappatoire. D'après les Nations unies, au moins 18 civils, en majorité des femmes et des enfants, sont décédés et 32 autres ont été blessés lors de bombardements touchant plusieurs sites de déplacés au cours de la seule matinée du 3 mai. Ces chiffres sont inférieurs à ceux présentés par le gouvernement: 35 morts et 37 blessés. « Les camps de déplacés doivent être respectés par toutes les parties au conflit et les combats doivent cesser à proximité », indique MSF. Avec un nombre le plus élevé de déplacés internes en Afrique, la RDC connaît un contexte d'insécurité atroce dans sa partie est avec des conditions de vie hautement précaires. « Les personnes déplacées vivent dans des camps densément peuplés, aux conditions sanitaires déplorables, sans accès adéquat à l'hygiène, dans des abris faits de bâches en plastique, sur des sols jonchés de pierres volcaniques. L'accès à l'eau potable et à la nourriture est très difficile et aléatoire », souligne MSF. Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu, étant une ville stratégique, se retrouve encerclée par plusieurs lignes de front avec autour d'un million de déplacés et deux millions d'habitants, dans un territoire restreint. Par conséquent, la concentration de porteurs d'armes à l'intérieur et autour des camps et le rapprochement des positions militaires à proximité immédiate des personnes déplacées a entraîné une augmentation généralisée du niveau de violences. « Les civils sont pris en étau entre les différents groupes armés, blessés ou tués dans des tirs croisés, victimes de la criminalité et plus particulièrement de violences sexuelles », note MSF. Dans le Nord et le Sud-Kivu, les équipes de MSF travaillent dans un contexte sécuritaire volatile avec des difficultés de déplacement, d'acheminement de l'aide humanitaire et un accès incertain aux centres de santé. Malgré la nature médicale et humanitaire de leur réponse à cette crise, le personnel de MSF n'a pas été épargné par les actes d'intimidation d'hommes armés. « Depuis le début de l'année, nous avons recensé 24 incidents impliquant des tirs d'obus à l'intérieur ou autour des camps où nous travaillons et les équipes de MSF ont reçu 101 blessés légers, dont 70% de civils à l'hôpital de Kyeshero, transférés par le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) qui prend en charge les patients blessés par arme les plus graves », témoigne la coordinatrice d'urgence pour MSF à Goma. À plusieurs



reprises, MSF a été obligé de suspendre ses activités à cause notamment d'affrontements à proximité des camps de Goma, à Kibirizi, à Bambo et aux alentours de Minova. La route qui mène du Sud-Kivu vers Goma est actuellement bloquée à cause des combats et l'approvisionnement ne peut se faire que par bateau depuis le lac Kivu ou par moto. Les affrontements compliquent également l'approvisionnement depuis Goma des zones plus périphériques où les combats font également rage. (**Actualité CD**)

**L'image des députés s'est détériorée à cause de l'utilisation de leur pouvoir pour des intérêts égoïstes (DYCARP).** « S'octroyer 21 000 USD alors que les militaires et enseignants ont moins de 100 USD sans être défendus par les députés est une violation flagrante des articles 56 à 59 de la Constitution et constitue de haute trahison », a estimé le secrétaire exécutif de la Dynamique de contrôle citoyen des activités de représentants du peuple. Il a appelé l'Assemblée nationale à non seulement légiférer les lois mais également à contrôler l'exécutif en vue de booster le développement et améliorer les conditions des vies des Congolais. Malheureusement, les élus torpillent leur rôle constitutionnel en se lançant dans l'affairisme politique. Il a ainsi invité président de l'Assemblée nationale et son bureau à s'investir pour réhabiliter l'image des parlementaires en assurant la justice distributive. Le coordonnateur du bureau de liaison de la Cenco avec le Parlement a, de son côté, plaidé pour l'instauration d'une démocratie participative pour amener l'Assemblée nationale à privilégier les intérêts de ses électeurs.

**Le Colloque international sur le concept « Une Santé » s'ouvre ce 28 mai à Kinshasa.** Ces travaux, organisés sous les auspices du ministère de la Santé publique, hygiène et prévention, visent à réfléchir sur des moyens innovants pour prévenir les maladies infectieuses et transmissibles de l'homme à l'animal et de l'animal à l'homme. Des experts de quatre coins du monde sont attendus à ce colloque, qui va se clôturer le jeudi 30 mai à l'Institut national de recherche biomédicale (INRB). Cette rencontre s'inscrit dans la perspective de la mise en place de l'Institut One Health pour l'Afrique, à Kinshasa. Cet institut succède au Master d'Ecologie des maladies infectieuses de la faculté de médecine de l'Université de Kinshasa (UNIKIN), 10 ans après sa création.

**Lancement à Likasi de la construction d'une usine de production d'explosifs et équipements militaires ce 27 mai.** Œuvrant sous la tutelle du ministère de la Défense, cette usine de production d'explosifs est basée à Likasi. L'exécution de ces travaux s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des "Accords de partenariat stratégique", signés en mai 2023 à Pékin, entre le Président Félix-Antoine Tshisekedi et son homologue chinois, Xi Jing Ping, visant le transfert de technologies et de compétences. La construction de cette industrie de défense, permettra d'abriter différentes unités de production d'équipements et matériels militaires à partir du sol congolais à travers des travaux exécutés en collaboration avec les sociétés turque, Mke et chinoise, Norinco.

**« Plus de collaboration que de difficultés » : Le cardinal congolais parle des relations entre l'Église et l'État,** a déclaré le cardinal Fridolin Ambongo. Dans sa leçon inaugurale lors de la cérémonie d'ouverture d'un colloque interdisciplinaire organisé par l'Université Omnia Omnibus de l'archidiocèse catholique de Kinshasa, le cardinal Ambongo a appelé à une décolonisation du savoir pour parvenir à une véritable indépendance. « Entre l'Église et l'État, il y a plus de collaboration que de difficultés dans les relations », a déclaré le cardinal congolais lundi 27 mai. Il a ajouté : « L'Église est toujours accusée à tort d'être alliée à l'opposition politique congolaise, jusqu'à ce que celle-ci arrive au pouvoir et considère que l'Église n'est plus son alliée ». Depuis les années d'avant l'indépendance jusqu'à nos jours, les évêques du Congo, à travers leur Conférence épiscopale nationale, ont œuvré dans presque tous les secteurs de la vie nationale pour l'avènement d'un Congo meilleur", a déclaré le cardinal Ambongo lors du colloque du 27 au 29 mai sur le thème "Une Église congolaise dans un État congolais" : Commémoration du 35ème anniversaire de la mort du Cardinal Joseph-Albert Malula ». L'Ordinaire local de l'Archidiocèse catholique de Kinshasa, également Président du Symposium des Conférences Episcopales d'Afrique et de Madagascar (SCEAM) a déclaré que le Cardinal Malula, en son temps, avait « contribué énormément à la prise de conscience des intellectuels congolais et africains pour la reconquête de la liberté, en devenant conseiller du groupe Conscience Africaine, dont il a publié le Manifeste ». Il poursuit : « Par l'éducation, le cardinal Malula a cherché à restaurer la dignité de la personne humaine, notamment celle de la femme africaine en général et congolaise en particulier, en insistant sur la formation des jeunes aux valeurs morales telles que la vérité, l'excellence et la chasteté ». Dans l'Église, le cardinal Ambongo a déclaré que le défunt cardinal, qui a été reconnu comme héros national par la nation en juin 2010, a travaillé sur une « idée profonde de l'inculturation du message de l'Évangile par les peuples africains et les Congolais ». Le cardinal Ambongo a appelé les Congolais à décoloniser les connaissances, tant mentales que politiques, pour parvenir à une véritable indépendance. « Nous sommes restés pendant plus de 60 ans dans la mentalité d'un peuple à coloniser à nouveau », a-t-il déclaré. (**ACI Afrique**)

**Mercredi 29 mai.**

**Gouvernement Suminwa : une nouvelle équipe avec des visages familiers.** La composition du nouveau gouvernement dirigé par la Première ministre Judith Suminwa a été dévoilée ce mercredi 29 mai aux alentours de 2 h du matin. Ce nouvel exécutif comprend cinquante-quatre (54) membres, légèrement moins que l'équipe sortante de Samba Lukonde, qui en comptait 57. Judith Suminwa sera épaulée par six (6) vice-Premiers ministres, dont

Jean-Pierre Lihau, qui conserve son poste à la Fonction publique. Jean-Pierre Bemba, quant à lui, quitte le ministère de la Défense nationale pour prendre en charge celui des Transports. Parmi les nouveaux membres, on retrouve le duo qui a dirigé la campagne présidentielle de Félix Tshisekedi en décembre 2023. Jaquemin Shababi, ancien directeur de campagne, est nommé vice-Premier ministre chargé de l'Intérieur, tandis que son adjointe, Acacia Bandubula, devient ministre d'État chargée des Affaires foncières. Guylain Nyembo, un proche du président Tshisekedi et actuel Directeur de cabinet du chef de l'État, entre également au gouvernement en tant que vice-Premier ministre chargé du Plan. Le nouveau gouvernement comprend également neuf ministres d'État. Parmi eux, plusieurs membres de l'équipe sortante ont été reconduits à leurs postes ou assignés à de nouveaux portefeuilles. Eve Bazaiba, Aimé Boji, Patrick Muyaya, Jean-Lucien Busa, Didier Budimbu, Molendo Sakombi et Guy Loando font partie de ces figures familières de l'ancien gouvernement Samba Lukonde. Une caractéristique notable de cette nouvelle équipe est la forte représentation féminine. 17 femmes nommées ont été nommées à différents postes ministériels, notamment celui de ministre déléguée aux Affaires étrangères, à l'Urbanisme, à l'Environnement et aux Affaires sociales. Le patronat congolais est également bien représenté dans cette équipe. Louis Kabamba Watum, président de la Chambre des mines, prend la tête du ministère de l'Industrie et des PME, tandis que Didier Pambia, membre de la Fédération des entreprises du Congo, FEC, devient ministre du Tourisme. Enfin, Doudou Fwamba, une figure peu connue dans le paysage politique congolais, est nommé ministre des Finances, succédant ainsi à Nicolas Kazadi.

**Gouvernement Suminwa : le profil des membres ne va pas répondre aux attentes de la population (Herve Diakiese).** Le porte-parole d'Ensemble pour la République, Herve Diakiese, exprime des doutes quant à la capacité des nouveaux ministres à répondre aux attentes de la population. Il évoque plusieurs problèmes urgents auxquels la population attend des solutions, notamment l'emploi, l'accès à l'eau et à l'électricité, l'état des routes, et l'insécurité. "La guerre dans la partie Est de notre pays et les kulunas dans les centres urbains" sont des problèmes particulièrement préoccupants, commente-t-il. Selon ce proche collaborateur de l'opposant Moïse Katumbi, le peuple est abandonné à son sort et le profil des membres du gouvernement de la Première ministre Judith Suminwa ne va pas apporter de changements significatifs. Il exprime également des doutes sur la capacité de cette nouvelle équipe à relever les défis liés à la restauration de l'État de droit et au respect des droits de l'opposition à manifester et à organiser librement ses activités. Hervé Diakiese critique le gouvernement Suminwa, le qualifiant de "simple remaniement de l'ancien gouvernement de Sama Lukonde ». Selon lui, la Première ministre n'a pas réussi à former un gouvernement de technocrates ni à réduire le nombre de ministres, comme elle l'avait initialement souhaité.

**Insécurité dans l'Est: MSF a enregistré plus de 1700 cas de violence sexuelle sur 3 sites pour le mois d'avril 2024.** Dans une interview datant du 28 mai, Marie Brun, coordinatrice d'urgence pour Médecins Sans Frontières (MSF) à Goma, est revenue sur l'intensification des combats depuis le début de l'année dans l'Est de la RDC entre plusieurs groupes armés, dont le M23, et les forces armées congolaises, ainsi que sur les conséquences pour les déplacés, contraints une nouvelle fois à subir ces violences. Mme Brun révèle que pour le mois d'avril, MSF a enregistré plus de 1700 cas de violence sexuelle dans les camps de Shabindu, Rusayo et Elohim, dont 70 % sont commis sous la contrainte d'une arme. "La majorité des femmes victimes de violences sexuelles prises en charge par nos équipes rapportent avoir été violées lors de la collecte du bois de chauffage. On observe de plus en plus d'agressions à l'intérieur même des camps et des cas de viols collectifs ont été également rapportés. " Elle a également soutenu que dans les camps autour de Goma, les tirs d'artillerie lourde entre belligérants ont causé la mort de 23 personnes et fait 52 blessés depuis février 2024. D'après les Nations unies, au moins 18 civils, en majorité des femmes et des enfants, sont décédés et 32 autres personnes ont été blessées lors des bombardements touchant plusieurs sites des déplacés au cours de la seule matinée du 3 mai. Selon Marie Brun, ce contexte d'insécurité grandissante se superpose à des conditions de vie extrêmement précaires, à la concentration de porteurs d'armes à l'intérieur et autour des camps densément peuplés et au rapprochement des positions militaires à proximité immédiate des personnes déplacées. "Ces dernières semaines, Goma s'est peu à peu retrouvée encerclée par plusieurs lignes de front, avec entre 600 000 et 1 million de personnes déplacées et deux millions d'habitants entassés sur un territoire restreint. Les personnes déplacées vivent dans des conditions sanitaires déplorable sans accès adéquat à l'hygiène, dans des abris faits de bâches en plastique sur des sols jonchés de pierres volcaniques. L'accès à l'eau potable et à la nourriture est très difficile et aléatoire. Les civils sont pris en étau entre les différents groupes armés, blessés ou tués dans des tirs croisés, victimes de la criminalité et plus particulièrement de violences sexuelles," précise la coordonnatrice d'urgence pour MSF à Goma. Face à cette insécurité persistante, elle appelle toutes les parties au conflit à respecter les camps des déplacés et à cesser les combats à proximité. Elle invite aussi à la protection des civils et au respect du droit humanitaire international, au respect des structures de santé, du personnel médical et humanitaire, et au respect des patients. (Actualité CD)

**Jeudi 30 mai.**

**Le nouveau gouvernement signe-t-il un changement de stratégie dans la guerre avec le M23 ?** Depuis le 29 mai, la composition du nouveau gouvernement congolais est connue. Piloté par la Première ministre Judith Suminwa, ce gouvernement est le premier du second mandat de Félix Tshisekedi, un mandat marqué par d'énormes

défis sécuritaires. Parmi les changements, le changement de portefeuille de Jean-Pierre Bemba, parti de la Défense. Reste l'interrogation si ces changements de personnel signifient-ils également un changement de stratégie face à la guerre dans l'Est. L'un des changements majeurs concerne la réaffectation de Jean-Pierre Bemba. Il quitte le ministère de la Défense pour prendre en charge celui des Transports, tout en conservant son rang de vice-Premier ministre. Plusieurs sources indiquent qu'il supportait de plus en plus mal les critiques provenant des proches du président Félix Tshisekedi. Toutes les dépenses militaires et les équipements étaient scrutés de près. De plus, les relations n'étaient pas toujours faciles avec certains membres de la chaîne de commandement militaire. Jean-Pierre Bemba rejoint ainsi le ministère des Transports, un domaine qu'il connaît bien, ayant dirigé notamment une compagnie aérienne. Son remplaçant en tant que vice-Premier ministre chargé de la Défense est Guy Kabombo Muadiamvita, un membre du premier cercle d'influence de Félix Tshisekedi. Dans l'appareil sécuritaire, il collaborera particulièrement avec Jacquemain Shabani, nommé vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur et de la Sécurité, également un membre du parti présidentiel et proche de Félix Tshisekedi. Cela confirme un recentrage du contrôle de l'appareil sécuritaire autour du chef de l'État. Félix Tshisekedi garde aussi la main sur la diplomatie, avec la nomination de Thérèse Kayikwamba Wagner à la tête du ministère des Affaires étrangères. Ce choix marque un changement de profil, avec l'arrivée d'une technocrate chargée de succéder à l'expérimenté Christophe Lutundula. L'une de ses missions sera notamment de continuer la bataille diplomatique contre le Rwanda, particulièrement à l'ONU, auprès des membres du Conseil de sécurité. L'armada diplomatique est complétée par un ministère de l'Intégration régionale et un poste de ministre délégué auprès des Affaires étrangères. « *Montée en puissance de l'UDPS* ». La nouvelle équipe comprend 54 membres, contre 57 pour le précédent gouvernement. Parmi les changements notables, les ministres sortants des Affaires étrangères Christophe Lutundula, de l'Intérieur Peter Kazadi, des Finances Nicolas Kazadi, quittent le gouvernement. Et sont remplacés respectivement par Thérèse Kayikwamba Wagner aux Affaires étrangères, Jacquemain Shabani à l'Intérieur, et Doudou Fwamba Likunde aux Finances. C'est un gouvernement de compromis, mais qui témoigne d'une « montée en puissance de l'UDPS ». Ce nouveau gouvernement témoigne d'une mainmise de l'équipe qui a battu campagne et de l'UDPS qui est monté en puissance », explique le politologue Christian Ndombo Moleka. (RFI)

**FARDC-M23 : Nouveaux affrontements intenses près de Sake.** Selon nos sources, l'armée a utilisé son artillerie lourde depuis Sam-Sam, dans le quartier Mugunga (à l'ouest de Goma), pour pilonner les positions du M23 situées sur des collines surplombant la cité de Sake, vers trois antennes. Le M23 réplique également en lançant des bombes qui atteignent la cité de Sake. « Au moins quatre bombes au total sont tombées dans la cité de Sake. On parle de quelques biens de la population détruits lors des explosions. La situation reste confuse à Sake et aux environs », témoigne un habitant de Sake. Le trafic entre Goma et Sake est coupé en raison des détonations d'armes lourdes entendues dans plusieurs quartiers à l'ouest de Goma et dans le territoire de Nyiragongo. Certains agents humanitaires travaillant dans différents sites de déplacés ne se sont pas rendus au service ce jeudi, craignant pour leur sécurité. Le 3 mai 2024, des bombes larguées à l'aveuglette par le M23 ont causé au moins 35 morts parmi les déplacés des sites Kimachini (au quartier Mugunga) et CBCA (au quartier Lac Vert) à l'ouest de Goma. Les victimes ont été inhumées à Kibaki, dans le territoire de Nyiragongo, dans un cimetière dénommé Genocost. Depuis le week-end dernier, des combats sporadiques opposent le M23 et les FARDC, appuyées par les « Wazalendo » sur plusieurs axes dans le territoire de Masisi. Il s'agit notamment des axes Bihambwe-Masisi centre, Sake-Bweremana et Ngungu-Rubaya où plusieurs localités ont été reconquises par les forces loyalistes. (Actualité CD)

#### **L'APLC appelle à une coopération régionale pour bloquer la vente des « minerais de sang »**

Cette demande, formulée par la cellule de communication de l'Agence de la présidence de la République en charge de la prévention et de la lutte contre la corruption (APLC) le 29 mai, intervient quelques jours après la Conférence régionale de la plateforme anticorruption de l'Afrique de l'Est. Cette rencontre, organisée par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime et la Commission kényane pour l'éthique et la lutte contre la corruption, a réuni des experts du ministère de la Justice, de l'APLC, de la Cellule nationale des renseignements financiers, CENAREF et de l'Autorité de régulation des marchés publics, ARMP. Le coordonnateur adjoint intérimaire en charge des enquêtes, des investigations et du suivi des affaires en justice à l'APLC, recommande l'établissement d'un véritable partage d'informations au sein de la région pour juguler la fraude. Il rappelle que les conflits qui persistent depuis plus de 20 ans en RDC favorisent la vente et l'exploitation illicite des « minerais de sang ». Pour contrer cette mafia, il est crucial de détecter, identifier et circonscrire les réalités de cette exploitation illégale et de partager ces informations avec toutes les parties prenantes sur le plan international.

**Kinshasa : le Collectif des enseignants du Sud-Kivu recommande à l'Assemblée de revoir le salaire des enseignants à 1000 USD.** « C'est avec un cri d'alarme que le Collectif des enseignants du Sud-Kivu a saisi les institutions à travers l'Assemblée nationale. Ils ont demandé que dès la première plénière les députés puissent revoir la répartition du budget en leur octroyant au moins 1000 USD, parce qu'il y a de l'argent. Ils ont demandé aux députés nationaux de lire l'article 58 qui demande que les richesses du pays soient réparties d'une façon équitable », explique le porte-parole et délégué de ce collectif. Selon lui, il est inacceptable que certains gagnent 33 000 USD par mois tandis que d'autres perçoivent moins de 500 USD. Il a également encouragé les enseignants de

Kinshasa et de toutes les provinces à former leurs propres collectifs pour suivre l'exemple de leurs collègues du Sud-Kivu.

**La société civile de Kasai-Central au Gouvernement Suminwa :** « Notre priorité, c'est la construction des routes ». « Nous sommes une province totalement enclavée. Nous n'avons pas de routes ici. Que ça soit les routes d'intérêt général ou de desserte agricole. Tout est catastrophique ici. C'est pourquoi nous avons besoin que ce gouvernement se mette au travail. Qu'il soit là pour répondre aux problèmes de nos populations ».

**Floribert Chebeya et Fidèle Bazana, des « martyrs de la démocratie ».** La Voix des Sans Voix pour les droits de l'homme (VSV), les familles biologiques de Floribert Chebeya et Fidèle Bazana la CNDH ainsi que les ONGs de la société civile qualifient ces deux activistes de droits de l'homme de « martyrs de la démocratie ». Ce double meurtre sera commémoré sous le thème : « 14 ans après votre assassinat, tous unis pour honorer votre mémoire et continuer la défense des droits humains ». Plusieurs activités sont prévues samedi 1er juin à Kinshasa, jour où Chebeya et Bazana avaient été assassinés en 2010.

**Ituri : 81 Millions USD détournés par le FONER depuis 2018.** Cette information a été divulguée par le directeur du Cabinet du directeur général du Fonds National d'Entretien Routier (FONER), lors d'une conférence de presse tenue au gouvernorat de l'Ituri. Il a également souligné que cette année, chaque mois, 12 millions de dollars se volatilisent. Le gouverneur de l'Ituri a indiqué que les responsables de ces malversations sont connus et a promis des poursuites judiciaires contre eux. Selon lui, ces détournements constituent un crime économique grave qui paralyse le fonctionnement de la province de l'Ituri, notamment en ce qui concerne l'entretien des infrastructures routières cruciales comme les tronçons RN4 et RN27. Cette affaire met en lumière les défis majeurs de la gestion des fonds publics en Ituri, une province confrontée à de nombreux problèmes d'infrastructure. Les autorités locales s'engagent à poursuivre les responsables de ces détournements pour rétablir la transparence et la justice. (L'Interview CD)

**Vendredi 31 mai.**

**La dépréciation du franc congolais impacte négativement les prix des produits de première nécessité à Kinshasa.** Un sac de braise, par exemple, se vend actuellement à 70 000 francs congolais (25 USD), alors qu'il y a quelque temps, il se négociait entre 35 voire 40 000 FC (15 USD). Cette flambée de prix met plusieurs ménages en difficulté, car ils ont du mal à nouer les deux bouts du mois. Cette situation n'épargne personne. Même les femmes qui font de petits commerces, disent ne plus s'en sortir, comme c'était le cas il y a quelques mois, et dénoncent elles aussi, cette instabilité et l'inflation qui les appauvrissent davantage. Les fonctionnaires de l'État sont eux aussi touchés par cette situation. Pour plusieurs Congolais, l'amélioration de la situation socio-économique reste parmi les priorités du Gouvernement Suminwa qui a été publié mercredi 29 mai.

**A Goma, la société civile sensibilise contre le recours à la justice populaire.** Cet appel fait suite à un incident survenu dans le quartier Mugunga à Goma, où un homme soupçonné de complicité avec les rebelles du M23 a été lynché puis brûlé vif par une population excédée par les souffrances causées par la guerre. Le président de cette coordination, exhorte la population à confier toute information concernant des complicités suspectes aux autorités compétentes, rappelant que se faire justice soi-même est un acte puni par la loi. Il encourage les habitants du quartier Mugunga à rester vigilants et à collaborer avec les services de sécurité pour identifier les personnes collaborant avec le M23, afin de prévenir les attaques et exactions contre les civils sans défense. Cependant, il alerte sur les dangers des fausses rumeurs, qui peuvent conduire à des actes de violence contre des innocents.

**Lubero : un nouveau mouvement de déplacés provoqué par les combats entre Fardc et M23 dans le Rutshuru.** Ce nouvel afflux des déplacés dans le territoire de Lubero est observé depuis quatre jours après l'occupation, par les rebelles du M23 de quelques villages du territoire de Rutshuru situés à une vingtaine de km de Kanyabayonga. C'est dans cette commune rurale du territoire de Lubero que sont concentrés ces déplacés, dont le nombre est estimé à environ six mille cinq cents ménages. Certains sont hébergés dans des familles d'accueil, d'autres dans des églises et écoles où ils partagent des salles de classe avec les élèves. « Dans leur fuite pour se protéger, ces déplacés en majorité des femmes, enfants et personnes de troisième âge, n'ont rien emporté avec eux. Ils manquent de tout et leur situation est préoccupante », rapportent des sources locales à Kanyabayonga. Cette commune rurale héberge depuis une année plus de 30 000 autres ménages de déplacés. Beaucoup d'entre eux n'ont jamais bénéficié d'assistance humanitaire.

**Sur le lac Tanganyika, les inondations compliquent la navigation.** À Kalemie, à l'est de la RDC, les pluies abondantes enregistrées ces derniers mois rendent la navigation très complexe sur le lac Tanganyika. Tous les ports construits le long de ce lac, le deuxième plus grand d'Afrique, sont inondés, notamment du côté de la RDC. Ce qui rend difficile la circulation des biens et des personnes. Au port de Kalemie, une dizaine de bateaux sont amarrés. Le quai est invisible, il est sous l'eau. Pas aisé pour les armateurs d'accoster, explique le capitaine du bateau MV

Okako, arrivé de la cité d'Uvira, dans le Sud-Kivu : « Nous, qui naviguons entre le port de Moba, de Kalemie, et même d'Uvira, nous sommes en difficulté. Tous ces ports sont submergés. Il faut beaucoup de manœuvres pour accoster, le quai est dans l'eau. Si tu ne fais pas attention, tu montes sur le quai et le bateau est endommagé. » **Trouver des solutions pour pouvoir accoster.** Le chef du port, en est conscient. Il envisage un balisage le long du quai : « Nous cherchons à rencontrer les agents de la RVF (Régie des voies fluviales) afin qu'ils placent ici des signaux ; parce que c'est très dangereux pour le moment. Le capitaine peut heurter facilement le quai. L'eau est au-dessus du quai et quand il y a des vagues, l'eau monte. » Plus au sud, le quai du port de Moba est le plus affecté. Les armateurs menacent de suspendre le déplacement vers ce port qui, pourtant, est l'un de ceux qui approvisionnent la ville de Kalemie en produits agricoles. **Des conséquences économiques pour les ports submergés.** Si la communication par bateau est coupée entre le port de Moba et les autres ports de la région, la cité va connaître d'énormes conséquences économiques. Ce que craint le vice-président du patronat à Kalemie : « Si les bateaux ne vont plus à Moba, la population n'aura plus d'autres moyens pour s'approvisionner en différents produits manufacturés qui proviennent d'autres régions. » Pour lui, il ne reste qu'à prier pour la décrue du lac : « Ainsi, il y aura de l'espoir de récupérer le port de Moba. » (RFI)

**Haut-Katanga : la CNDH dénonce les mauvaises conditions de détention à la prison de Kipushi.** Le coordonnateur provincial de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) a lancé ce cri d'alarme mardi 28 mai, après le constat fait lors de sa visite dans cette maison carcérale mardi dernier : « il y a 386 détenus pourtant la capacité d'accueil est de 50 pensionnaires. Compte tenu de la promiscuité, les détenus sont exposés à plusieurs maladies. Or, dans cette prison, il n'y a aucun poste de santé... »

**Les Fardc et l'UPDF lancent des offensives contre les ADF à Mambasa.** L'objectif est de démanteler les bastions de ce groupe armé, qui empêche la population de cette entité coutumière de vaquer à ses activités agricoles. Des détonations d'armes lourdes sont entendues depuis cinq jours dans plusieurs localités du groupement Bangole dans le territoire de Djugu. Ces opérations se déroulent dans la profondeur de la forêt de cette entité, où ces rebelles ont installé leurs bastions à partir desquels ils planifient des attaques contre la population. Selon la société civile, ces rebelles ont fui la pression militaire au Nord-Kivu pour ériger leurs bases dans le territoire de Mambasa. Leur présence empêche les habitants des dizaines de villages du groupement Bangole d'accéder aux champs.

**Fardc-M23: des tirs d'artillerie résonnent près de Sake, les combats se poursuivent ce vendredi.** Les combats entre les Fardc et le M23 se sont poursuivis pour le deuxième jour consécutif ce vendredi 31 mai, sur des collines surplombant la cité de Sake, à au moins 27 km de Goma, dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu). Selon les sources de la société civile locale, l'armée et les wazalendo répondent à un assaut lancé par le M23 à partir de Kimoka et des trois antennes, situées sur la colline Kiuli. Des obus ont une fois de plus touché la cité de Sake. Pour l'instant, difficile d'avancer un quelconque bilan. Les chefs locaux de Masisi ne sont pas encore prononcés au sujet des bombardements dans les milieux habités. Jeudi, les combats étaient intenses dans la région de Kimoka. L'armée a répliqué à une énième provocation du M23/RDF dans la région de Sake. Dans la journée, le M23 affirmait avoir réussi à détruire deux véhicules dont un blindé de la force de la SADC qui appuyait les Fardc dans la région de Kimoka. Ce même vendredi, les forces gouvernementales ont lancé l'offensive contre les rebelles du M23 sur les collines Ndumba et Kashingamutwe, situées respectivement à 2 et 5 km de Bweremana, dans le territoire de Masisi. (Actualité CD)

